

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉSERVE
DE
L'ENFANT NATUREL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTÈNUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 15 Juillet 1899, à une heure et demie

PAR

J. VERNEAU.

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. LOUIS-LUCAS, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. RENARDET, PROFESSEUR
 { M. GENY, PROFESSEUR

DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT
1, place d'Armes, 1

—
1899

DE LA RÉSERVE
DE
L'ENFANT NATUREL

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉSERVE
DE
L'ENFANT NATUREL

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 15 Juillet 1899, à une heure et demie

PAR

J. VERNEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. LOUIS-LUCAS, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. RENARDET, PROFESSEUR
 { M. GENY, PROFESSEUR



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT
1, place d'Armes, 1

1899

Digitized by the Internet Archive
in 2026

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Demolombe.** — Cours de Code Napoléon.
Duranton. — Cours de droit français suivant le Code civil.
Marcadé. — Explication du Code Napoléon, 5^e édition.
Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 4^e édition.
Huc. — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
Baudry-Lacantinerie et Wahl. — Traité théorique et pratique de droit civil (Des successions).
Baudry-Lacantinerie et Colin. — Traité théorique et pratique du droit civil (Des donations et testaments).
Laurent. — Principes de droit civil français, 3^e édition.
Demante. — Cours analytique du Code civil, continué depuis l'article 980 par Colmet de Santerre, 3^e édition, 1880-83.

TRAITÉS SPÉCIAUX

Commentaires de la loi du 25 mars 1896.

- Baudry-Lacantinerie.** — Commentaire de la loi du 25 mars 1896 sur les droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère.
Campistron (Louis). — Des droits successoraux des enfants naturels reconnus d'après la loi du 25 mars 1896.
Mesnard (Edmond). — Droits successoraux des enfants naturels. (Commentaire de la loi du 25 mars 1896.)
Coulon (Henri). — De la condition des enfants naturels reconnus dans la succession de leurs père et mère. (Commentaire de la loi du 25 mars 1896.)
Bœuf (M. F.). — Explication sommaire de la loi du 25 mars 1896 sur les droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère.

- Henry** (Paul). — Commentaire de la loi du 23 mars 1896 relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère.
- Défrenois** (Charles). — Commentaire pratique de la loi du 23 mars 1896, relative aux droits d'hérédité des enfants naturels.
- Vigié** (A.). — Loi du 23 mars 1896 sur les droits des enfants naturels dans la succession des parents qui les ont reconnus.
- Chénon** (E.). — Des droits successifs des enfants naturels en concours avec des descendants légitimes. (2 notes.)
- Fortier** (Gustave). — Étude sur la loi du 23 mars 1896 relative au droit des enfants naturels.

THÈSES DE DOCTORAT

- Alard** (Paul). — De la condition et des droits des enfants naturels. (Étude de la proposition de loi votée par le Sénat le 27 juin 1893, Paris, 1896.)
- Rondelet** (J.). — La réserve des descendants. (Commentaire de la loi du 23 mars 1896.) Paris, 1896.
- Charlois** (Jules). — Des droits de succession des enfants naturels reconnus, d'après les modifications apportées au texte du Code civil par la loi du 23 mars 1896. Marseille, 1897.
- Poilroux** (Georges). — Étude sur les droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère, d'après le Code civil et la loi du 23 mars 1896. Paris, 1897.
- Ducrocq** (Maxime). — Étude sur la loi du 23 mars 1896, relative au droit des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Lille, 1897.
- Robin** (Maurice). — De la nature juridique et de la quotité des droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Poitiers, 1897.
- Gérard** (Maurice). — Des droits successoraux des enfants naturels. Montpellier, 1897.
- Gérard** (Édouard). — Droit de succession des enfants naturels. (Loi du 23 mars 1896.) Paris, 1897.
- Aillaud** (Louis). — Des droits successoraux des enfants naturels reconnus dans le Code civil de 1804 et dans la loi du 23 mars 1896. Aix, 1898.
- Grimod** (Georges). — Étude historique des droits des enfants naturels reconnus dans la succession de leurs père et mère et Commentaire de la loi du 23 mars 1896. Paris, 1898.
- Bugaud** (Amédée). — Droits de succession des enfants naturels. Paris, 1898.

Goguet (M.). — Des droits des enfants naturels légalement reconnus dans la succession de leurs père et mère. (Loi du 23 mars 1896.) Paris, 1898.

Delmont (Alcide). — Étude historique des droits successoraux des enfants naturels en France. Paris, 1898.

Michel-Dansac (H.). — Des modifications apportées par la loi de 1896 aux droits successoraux des enfants naturels reconnus. Paris, 1898.

JURISPRUDENCE

Dalloz. — Jurisprudence générale. — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence, aux mots : « *Dispositions entre-vifs et testamentaires*, — « *Paternité et filiation*, — *Succession*. »

— Jurisprudence générale. — Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.

Sirey (J.-B.). Recueil général des lois et des arrêts.

Pandectes françaises. — Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence, aux mots « *Enfant naturel* » et « *Donations et testaments*. »



INTRODUCTION

Dans la seconde moitié de notre dix-neuvième siècle, la condition sociale des enfants naturels a attiré spécialement l'attention des publicistes et des jurisconsultes. La réglementation de leur situation juridique au point de vue successoral a toujours donné lieu à de graves difficultés, car il s'est agi pour le législateur de concilier deux intérêts éminemment respectables et apparemment « inconciliables » : d'une part, les intérêts sacrés de la famille légitime, et, d'autre part, la protection des enfants naturels, dont le sort est vraiment digne de sollicitude (1).

Si nous remontons le cours des âges, nous constatons que la question des droits successoraux de la famille illégitime a passé par des phases diverses, selon les différents systèmes de législation qui se sont succédé, et selon les tendances sociales et économiques qui ont inspiré ces divers systèmes.

La législation romaine nous offre le spectacle d'une barrière infranchissable séparant la filiation naturelle, qui est considérée seulement dans la succession de

(1) V. Rapport de M. Jullien, *J. Off.*, 10 février 1892; *ibid.*, 1891 (session extraordinaire), p. 2773, annexe 1733).

la mère, et la filiation légitime, à laquelle on réserve tous les droits sur la succession paternelle.

Moins indulgentes que les dispositions du droit romain, celles du droit canonique, féodal et coutumier peuvent se résumer dans la règle suivante : « *Enfants bâtards ne succèdent.* »

Ce régime de rigueur exceptionnelle devait prendre fin à l'avènement de la Révolution de 1789, qui, tout éprise des idées de justice et d'égalité, proclama l'assimilation des enfants naturels et légitimes. Cette indulgence du législateur révolutionnaire était véritablement excessive ; les droits sacrés de la famille, de la société, étaient absolument sacrifiés.

Aussi, le premier devoir des auteurs du Code civil, lorsqu'ils eurent à régler le sort des enfants nés hors mariage, fut de réagir contre ce régime de faveur exagérée. Leur système, quoique transactionnel, quoique empreint d'un certain esprit de bienveillance et d'humanité, fut surtout l'expression d'un mouvement réactionnaire contre le favoritisme inauguré par la Révolution. En effet, sous le prétexte, très louable à la vérité, de protéger la famille, d'honorer le mariage, le Code civil s'est montré d'une sévérité un peu brutale, méconnaissant parfois les lois de la justice et de l'équité, créant même aux descendants naturels une situation plus désavantageuse que s'ils avaient été étrangers à ceux qui leur avaient donné le jour.

Cette condition défectueuse que le législateur de 1804 avait faite à l'enfant naturel était en contradiction avec les principes du droit moderne et les idées de la Révolution française.

Une réforme s'imposait. Un mouvement favorable à la cause des enfants naturels s'était manifesté soit dans le monde des jurisconsultes, soit même au sein du Parlement, et devait aboutir, grâce à l'initiative de trois députés, MM. Letellier, Jullien et Rivet, à la promulgation de la loi du 25 mars 1896.

Le législateur moderne a été soucieux, avant tout, d'adoucir le sort de la famille naturelle en lui attribuant des avantages très appréciables relativement à ses droits héréditaires dans la succession de ses auteurs. Il réalise une double innovation au point de vue de la *nature* et de la *quotité* de son droit successoral, et comme sanction, pour enlever tout caractère illusoire aux droits qu'il lui reconnaît, il lui confère expressément une *réserve*.

L'élaboration de cette importante réforme apportée au système successoral du Code civil relativement aux enfants naturels trahit, chez les auteurs de la loi de 1896, des tendances à vouloir mettre d'accord la loi naturelle et la loi positive (1) : en droit naturel,

(1) Le texte primitif du projet de MM. Letellier, Jullien et Rivet, qui est devenu la loi du 25 mars 1896, accordait aux enfants naturels des droits absolument égaux à ceux des enfants légitimes dans la succession de leurs père et mère (*J. Off.*, Doc. parlem., Ch. 1888, p. 551, annexe 3081).

Un projet, présenté à la Chambre par M. Naquet, le 20 novembre 1893, complétait cette assimilation, en donnant à l'enfant naturel des droits identiques à ceux des enfants légitimes, non-seulement dans la succession de leurs père et mère, mais encore dans la succession de tous les parents de ces derniers (*J. Off.*, Doc. parlem., Ch. 1893, p. 94, annexe 60).

Le 28 janvier 1895, M. Groussier déposa également une proposition qui assimilait tous les enfants nés hors mariage, même les

la même portion de patrimoine doit être transmise aux descendants légitimes et illégitimes ; la nature donne les mêmes droits à tous les enfants et impose aux parents envers ceux-ci, les mêmes obligations ; quant à l'affection réelle ou présumée des père ou mère, il nous semble que ce serait violer la loi naturelle que de supposer chez eux une fraction d'amour pour leur enfant illégitime. Mais, si la nature réclame l'égalité complète de tous les descendants, l'ordre social commande d'y apporter quelque tempérament, par respect pour le mariage et la famille légitime ; c'est cette considération qui a arrêté le législateur de 1896 dans la voie de l'assimilation des enfants légitimes et naturels. Plus généreux que les rédacteurs du Code civil, il a donné aux descendants naturels une meilleure place dans l'ordre successoral, il a augmenté dans des proportions notables l'étendue de leurs droits héréditaires ; et, en réalisant ces modifications considérables en faveur des enfants naturels, nous pensons que la loi nouvelle s'est montrée suffisamment respectueuse du mariage et des intérêts de la famille légitime ; la sainte institution du mariage et les bonnes mœurs n'auront, à notre avis, rien à souffrir d'une pareille réforme ; le régime

enfants adultérins et incestueux, aux enfants nés dans le mariage (*J. Off.*, Doc. parlem., Ch. 1895, p. 140, annexe 1147).

Le Sénat avait été saisi à son tour, le 14 février 1894, d'un contre-projet, émanant de MM. Demôle et Tolain, aux termes duquel les droits des enfants naturels étaient assimilés à ceux des enfants légitimes (*J. Off.*, Doc. parlem., Sén., p. 64, annexe 20).

Toutes ces propositions furent successivement repoussées par les différentes Commissions qui eurent à les examiner.

assez rigoureux du Code Napoléon n'a pas fait diminuer le nombre des enfants naturels, ni augmenter les unions légitimes; « *la morale légale n'a aucune influence sur la morale publique, il n'y a qu'un seul moyen de fortifier les bonnes mœurs, c'est l'éducation* (1). »

Parmi les dispositions nouvelles qui ont trouvé place dans notre droit civil, à la suite de la promulgation de la loi du 25 mars 1896, il en est une qui consacre formellement une réserve au profit des enfants naturels. Il n'est pas douteux que le droit de réserve de l'enfant né hors mariage et reconnu, est aussi légitime et aussi sacré que celui de l'enfant né pendant le mariage. Aussi, le législateur moderne ne pouvait-il moins faire que de suivre le mouvement marqué par les législations étrangères, remaniées et refondues dans ces dernières années, et qui ont fait figurer expressément l'enfant naturel dans la liste des réservataires (2). C'est ce droit héréditaire reconnu explicitement par les textes nouveaux que nous nous proposons d'étudier, soit au point de vue de son exercice, soit au point de vue de sa portée juridique, soit enfin au point de vue de sa quotité.

Tout en examinant les questions résolues par le législateur de 1896, tout en constatant les change-

(1) H. COULON, p. 22. — V. aussi Remarque de Treilhard (Exposé des motifs, n° 21, LOCRÉ, t. V, p. 29.)

(2) V. les articles 815 et suiv. du Code civil italien, traduction Orsier, p. 183; l'article 1783 du Code civil portugais, traduction Lepelletier, p. 334; l'article 807-3° du Code civil espagnol, traduction Levé, p. 164.

ments apportés à la législation antérieure, nous essaierons de résoudre les difficultés encore nombreuses que n'a point fait disparaître l'apparition de la loi nouvelle. Et, dans l'examen juridique des points controversés, nous chercherons à découvrir des solutions aussi rationnelles que possible, en nous inspirant, tant des principes consacrés expressément par les nouveaux textes que de l'esprit qui en a suggéré la rédaction.

Pour compléter notre étude, nous présenterons quelques brèves observations sur l'œuvre législative de 1896, et, tout en reconnaissant que les réformes apportées constituent un grand progrès, nous concluons que la loi nouvelle n'a pas encore réalisé la perfection.



TEXTE DE LA LOI DU 25 MARS 1896

RELATIVE AUX DROITS DES ENFANTS NATURELS RECONNUS DANS LA SUCCESSION DE LEURS PÈRE ET MÈRE

ART. 1^{er}. — Il est créé au chapitre 3 du titre I^{er} du livre III du Code civil une section 6 avec le titre :
« Des successions déférées aux enfants naturels légalement reconnus et des droits de leurs père et mère dans leur succession. »

Cette section 6 contiendra les articles suivants :

ART. 756. — La loi n'accorde de droits aux enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leur père ou de leur mère décédés.

ART. 757. — La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère.

ART. 758. — Le droit héréditaire de l'enfant naturel dans la succession de ses père ou mère est fixé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

ART. 759. — Le droit est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ou des descendants légitimes de frères ou sœurs.

ART. 760. — L'enfant naturel a droit à la totalité des biens lorsque ses père ou mère ne laissent ni descendants ni ascendants, ni frères ou sœurs, ni descendants légitimes de frères ou sœurs.

ART. 761. — En cas de prédécès des enfants naturels, leurs enfants et descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

ART. 762. — Les dispositions des articles 756, 758, 759 et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments.

ART. 763. — Ces aliments sont réglés en égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

ART. 764. — Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un deux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

ART. 765. — La succession de l'enfant naturel décedé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou, par moitié, à tous les deux, s'il a été reconnu par les deux.

Les articles 756 à 765 du Code civil sont abrogés.

ART. 2. — La section 1^{re} du chapitre 4 du titre I^{er} du livre III est intitulée : « Des droits des frères et sœurs sur les biens des enfants naturels. »

Elle contiendra uniquement l'article 766 du Code civil :

« ART. 766. — En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères et sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession; les actions en reprises, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants. »

ART. 3. — L'article 908 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 908. — Les enfants naturels, légalement reconnus, ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au delà de ce qui leur est accordé au titre des Successions. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

« Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

« Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764. »

ART. 4. — Il est ajouté à l'article 913 du Code civil un paragraphe 2 ainsi conçu :

« L'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel au cas de succession *ab intestat* et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime. »

Il est ajouté au même article 913 un troisième paragraphe reproduisant l'article 914 du Code civil, modifié ainsi qu'il suit :

« Sont compris dans le présent article, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit. Néanmoins, ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant. »

L'article 915 du Code civil prendra le numéro 914.

ART. 5. — L'article 915 (nouveau), sera libellé ainsi qu'il suit :

« ART. 915. — Lorsque, à défaut d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou plusieurs enfants naturels, et des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule, les libéralités par actes entre vifs et par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en a deux, le quart s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi réservés seront recueillis par les ascendants jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession, et le surplus par les enfants naturels. »

ART. 6. — Les articles 723 et 724 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 723. — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'État.

« ART. 724. — Les héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession. »

ART. 7. — L'article 773 du Code civil est abrogé.

ART. 8. — L'article 53 de la loi des 28 avril-4 mai 1816 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'enfant naturel légalement reconnu, appelé à la succession *ab intestat* ou testamentaire de son auteur, sera considéré, quant à la quotité du droit, comme enfant légitime. »

Disposition transitoire.

ART. 9. — Toute réclamation sera interdite à l'enfant naturel lorsqu'il aura reçu du vivant de ses père et mère, avant la date de la promulgation de la présente loi, la moitié de ce qui lui est attribué par les articles 758, 759, 760 et 761 précédents, avec déclaration expresse de la part de leurs père ou mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette por-

tion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

En ce qui concerne le calcul de la réserve des enfants naturels, la présente loi sera applicable à toutes les libéralités faites antérieurement à sa promulgation.

ART. 10. — La présente loi est applicable à toutes les colonies où le Code civil a été promulgué.

TABLEAU COMPARATIF

indiquant les modifications apportées au texte du
Code civil par la loi du 25 mars 1896.

ANCIEN TEXTE

ART. 723.

La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes. A leur défaut, les biens passent aux *enfants naturels*, ensuite à l'époux survivant, et s'il n'y en a pas, à l'Etat.

ART. 724.

Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. *Les enfants naturels*, l'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession *par justice dans les formes qui seront déterminées*.

LIVRE III. — TITRE I

CHAPITRE IV

Des successions irrégulières.

SECTION I

Des droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité.

ART. 736.

Les enfants naturels ne sont point héritiers. La loi ne leur

NOUVEAU TEXTE

ART. 723.

La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes *et les héritiers naturels*. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant, et, s'il n'y en a pas, à l'Etat.

ART. 724.

Les héritiers légitimes *et les héritiers naturels* sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession.

L'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession.

LIVRE III. — TITRE I

CHAPITRE III

Des divers ordres de succession.

SECTION VI

Des successions déférées aux enfants naturels légalement reconnus et des droits de leurs père et mère dans leur succession.

ART. 736.

La loi n'accorde de droits aux enfants naturels sur les biens

accorde de droits sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère.

ART. 757.

Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés est réglé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime.

Il est de la moitié, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères et sœurs.

Il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni sœurs.

de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leur père ou de leur mère décédés (1).

ART. 757.

La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère.

ART. 758.

Le droit héréditaire de l'enfant naturel dans la succession de ses père ou mère est fixé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié (2) de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

ART. 759.

Le droit est des trois quarts, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ou des descendants légitimes de frères ou sœurs (3).

ART. 760.

L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères

(1) Ch. I, sect. II, p. 7. — Ch. III, sect. I, p. 18.

(2) Ch. IV, sect. II, § 1, p. 25.

(3) Ch. IV, sect. IV, p. 50 et suiv.

ART. 758.

L'enfant naturel a droit à la totalité des biens lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

ART. 759.

En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

ART. 760.

L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte et qui serait sujet à rapport d'après les règles établies à la section II du chapitre VI du présent titre.

ART. 761.

Toute réclamation leur est interdite, lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse de leur père ou de leur mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

ou sœurs, ni descendants légitimes de frères ou sœurs (1).

ART. 761.

Reproduction de l'ancien article 759.

(Abrogé. Loi du 25 mars 1896, art. 1^{er}, partie finale).

(ART. 9.

(Loi du 25 mars 1896. Disposition transitoire).

Toute réclamation sera interdite à l'enfant naturel, lorsqu'il aura reçu du vivant de ses père et mère, avant la date de la promulgation de la présente loi, la moitié de ce qui lui est attribué par les articles 758, 759, 760 et 761 précédents, avec déclaration expresse de ses père et mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait reve-

(1) Ch. IV, sect. VII, p. 63.

ART. 762.

Les dispositions des articles 757 et 758 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments.

ART. 763.

Ces aliments sont réglés eu égard aux qualités du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

ART. 764.

Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

ART. 765.

La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu ou par moitié à tous les deux s'il a été reconnu par l'un et l'autre.

nir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié (1).

ART. 762.

Les dispositions des articles 756, 758, 759 et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments.

ART. 763.

Reproduction de l'ancien article 763.

ART. 764.

Reproduction de l'ancien article 764.

ART. 765.

Reproduction de l'ancien article 765.

(1) Disposition transitoire, p. 88.

CHAPITRE IV

Des successions irrégulières.

SECTION I

*Des droits des frères et sœurs sur
les biens des enfants naturels.*

ART. 766.

Reproduction de l'ancien article 766.

ART. 766.

En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçus, passent aux frères et sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession; les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés, s'il en est dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

ART. 773.

Les dispositions des articles 769, 770, 771 et 772, sont communes aux enfants naturels appelés à défaut de parents.

ART. 908.

Les enfants naturels ne pourront, par donation ou testament, rien recevoir au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions.

(Abrogé. Loi du 25 mars 1896, art. 7).

ART. 908.

Les enfants naturels légalement reconnus ne pourront rien recevoir par donation entre-vifs au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions.

Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et par les descendants légitimes de ses frères et sœurs (1).

(1) Ch. IV, sect. iv, § 2, p. 39.

Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donations entre-vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764.

ART. 913.

Les libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime, le tiers s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

ART. 913.

Les libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime, le tiers s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

L'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel en cas de succession ab intestat et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime (1).

ART. 914.

Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'enfants,

Sont compris dans le présent article, sous le nom d'enfants, les

(1) Ch. I, sect. II, page 6. — Ch. IV, sect. II, § 1, p. 25 et suiv.

les descendants en quelque degré que ce soit. Néanmoins ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

ART. 913.

Les libéralités par actes entre vifs ou par testament, ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfants, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle ou maternelle, et les trois quarts s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne. Les biens ainsi réservés au profit des ascendants, seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder; ils auront seuls droit à cette réserve dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

descendants en quelque degré que ce soit. Néanmoins, ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

ART. 914.

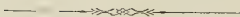
Reproduction de l'ancien article 913.

ART. 915.

Lorsque, à défaut d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou plusieurs enfants naturels et des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule, les libéralités par actes entre vifs et par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en a deux, le quart s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi réservés

*seront recueillis par les ascendants
jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession et le surplus par les enfants naturels (1).*

(1) Ch. IV, sect. III et suiv., p. 47 et suiv.



DE LA RÉSERVE

DE

L'ENFANT NATUREL

CHAPITRE PREMIER

Législation antérieure à la loi du 25 mars 1896.

— Principe de la réserve consacré formellement dans le nouvel article 913 du Code civil.

SECTION I

Système du Code civil.

La loi limite la capacité de disposer en rendant une partie du patrimoine indisponible, c'est-à-dire en créant une réserve, au profit de certaines classes privilégiées de successibles. L'enfant naturel peut-il prétendre à cette part réservée de la succession de ses auteurs, est-il considéré par le législateur comme un héritier réservataire? Ou bien pourra-t-il se voir supprimer, ou du moins réduire dans des proportions considérables, les droits qui lui sont accordés *ab intestat* sur l'hérédité de ses père ou mère décédés?

Cette question de savoir si l'enfant naturel reconnu a droit à une réserve, avait donné lieu à de vives

controverses sous l'empire du Code civil. Aucune disposition expresse ne lui attribuait pareil droit héréditaire ; néanmoins, malgré le silence du législateur de 1804 à ce sujet, la doctrine et la jurisprudence étaient unanimes à reconnaître l'existence d'une réserve à son profit.

Et d'abord, si le Code civil avait réagi contre les principes du droit intermédiaire qui avait proclamé l'assimilation des enfants naturels et légitimes, il n'avait pas méconnu les devoirs qu'impose la reconnaissance d'une paternité illégitime : il n'avait voulu que restreindre les droits conférés aux enfants nés hors mariage, en ne leur attribuant qu'une fraction des droits appartenant aux enfants légitimes. Il leur avait refusé la qualité d'*héritiers* et, conséquemment, le bénéfice de la *saisine* ; mais, à part ces différences, la famille naturelle et légitime devait jouir des mêmes prérogatives au point de vue successoral. Si les parents avaient pu, par des libéralités entre-vifs ou testamentaires, disposer de la totalité ou de la plus grande partie des biens revenant à leur enfant naturel, les droits *ab intestat* reconnus à celui-ci par la loi (art. 767, C. c. ancien), auraient été purement illusoires, puisqu'il se serait vu dépouillé sans pouvoir élever aucune protestation.

On trouvait en outre, dans les textes mêmes du Code civil, une disposition d'où semblait découler implicitement et logiquement l'existence d'un droit de réserve en faveur de l'enfant naturel. En effet, aux termes de l'ancien article 761, les père et mère pouvaient exclure leur enfant naturel de toute parti-

cipation à leur succession, en lui donnant entre-vifs la moitié de sa part héréditaire, avec déclaration expresse que leur intention était de le réduire à cette quotité. Dans le cas où cette portion à lui assignée était inférieure à la moitié de celle qui devait lui revenir *ab intestat*, il pouvait réclamer le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié. On en tirait cette conclusion très logique, très juridique, qu'il ne pouvait être dépouillé de la totalité de ses droits, qu'il ne pouvait être déshérité par la volonté de ses auteurs.

On faisait aussi observer, non sans raison, que l'absence d'une réserve au profit de l'enfant naturel mettait celui-ci dans une situation inférieure à celle des enfants adultérins ou incestueux. Ceux-ci, exclus complètement de l'hérédité, ont néanmoins une créance alimentaire contre la succession de leur père ou mère. Ce droit alimentaire, aucun texte ne l'accorde à l'enfant naturel reconnu, et, s'il vient à être privé de sa part héréditaire par suite des libéralités de ses parents, il sera donc traité, contrairement à l'esprit du législateur, d'une façon bien plus rigoureuse que les enfants ayant une origine adultérine ou incestueuse.

Enfin, à l'appui de la thèse préconisant l'existence d'une réserve, venait s'ajouter une dernière considération. Il est certain que le législateur a voulu assurer l'existence de l'enfant naturel; la nécessité de sanctionner cette obligation, contractée par les parents envers leur enfant dès sa naissance, s'imposait d'une façon aussi impérieuse à l'égard de la postérité naturelle, qu'à l'égard de la postérité légitime. Malgré la

marque de bienveillante affection que lui témoigne son auteur en le reconnaissant, rien n'empêche qu'il soit considéré par celui-ci comme le souvenir vivant d'une faute, et comme tel, exposé à être laissé dans la misère par celui qui l'a commise en lui donnant le jour.

A ce système favorable à l'enfant naturel, une grave objection était adressée par les partisans de l'opinion adverse, refusant à l'enfant né hors mariage toute espèce de garantie contre les libéralités excessives de ses parents. La réserve, disaient-ils, est un droit tout à fait exceptionnel, et l'article 913 du Code civil qui l'attribue aux enfants légitimes, ne saurait être étendu par analogie aux descendants naturels sans violer le principe : « *Exceptio est strictissimæ interpretationis.* »

A cet argument d'une importance réelle, on répondait assez justement que, si le droit de réserve ne découlait pas d'une disposition explicite ou textuelle du Code, il n'en ressortait pas moins d'une façon implicite, virtuelle, mais incontestable, de certains articles qui en supposaient nécessairement l'existence. En effet, l'ancien article 757, en accordant à l'enfant naturel une fraction *de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime*, n'entendait-il pas l'assimiler à une partie d'enfant légitime et le traiter comme tel lorsqu'il s'agissait de garantir cette quote-part de *portion héréditaire*? D'autre part, il résultait de l'ancienne disposition de l'article 761, que le père ou la mère ne pouvait réduire leur enfant naturel à une part inférieure à la moitié de ce qui devait lui

revenir *ab intestat* ; cette moitié de portion d'hérédité *ab intestat*, dont le descendant naturel ne pouvait être dépouillé, n'était et ne pouvait être autre chose que sa réserve héréditaire. Il n'est donc pas vrai de dire que le droit de réserve, attribué par l'article 913 aux enfants légitimes, n'était accordé que par une simple analogie aux enfants naturels ; il est indéniable, selon nous, que les textes que nous venons de citer conduisaient rationnellement à l'admission du principe de la réserve, et nous pensons que les dispositions, qui se déduisent implicitement, mais indubitablement des articles du Code, doivent s'imposer avec autant de force que les dispositions expresses.

Il était sans doute regrettable que le législateur n'ait pas établi formellement le principe de la réserve, et qu'il ne l'ait pas organisé par des règles précises ; mais, quelles que soient les difficultés que son silence ait pu faire naître, la jurisprudence et la presque unanimité des auteurs (1), s'étaient mis d'accord sur la nécessité de sanctionner les droits successoraux

(1) MERLIN, *Quest. de dr.*, v° Réserve. — GRENIER, *Donat.*, 1^{re} éd., t. III, p. 349. — TOULLIER, t. IV, n° 263. — LEVASSEUR, *Portion disponible*, p. 52. — MARCADÉ, sur l'article 914, n° 3. — DURANTON, t. VI, n° 509. — DELVINCOURT, t. II, p. 22, note 4. — TROPLONG, *Donat.*, n° 771. — DEMOLOMBE, *Donat.*, t. II, n° 149. — HUC, t. VI, n° 145. — AUBRY et RAU, t. VII, p. 230, § 686. BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *Donat.*, t. I, p. 302. — *Sic* : Cass., 26 juin 1809 (D., Rép. au mot *Succession*, n° 312, p. 234). Pau, 4 avril 1810 (D., Rép. au mot *Succession*, n° 313, p. 234). Amiens, 26 novembre 1811 (D., Rép. au mot *Succession*, n° 308, p. 232). — Paris, 2 janvier 1819 (D., Rép. au mot *Paternité*, n° 552, p. 345). — Req., 27 avril 1830 (D., Rép. au mot *Succession*, n° 307, p. 231). Cass., 15 mars 1847 ; S., 47, 1, 178 ; D., 47, 1, 138. —

conférés à l'enfant naturel, par l'attribution d'une réserve à son profit.

Telle était la solution qui avait su prévaloir aussi bien dans la doctrine que dans la pratique, et qui, à notre avis, était d'une utilité incontestable, en même temps qu'elle était en parfaite harmonie avec les idées de justice et d'équité.

SECTION II

Principe de la Réserve consacré formellement dans le nouvel article 913, § 2.

Le législateur de 1896, en abrogeant l'article 761, qui était un des meilleurs arguments à l'appui de l'interprétation considérant les héritiers naturels comme réservataires, se trouvait naturellement amené, pour éviter toute contestation, à se prononcer sur l'existence de la réserve des enfants illégitimes. C'est ce qu'il a fait en consacrant expressément le système qui avait jusqu'ici rallié presque tous les suffrages, dans un deuxième paragraphe ajouté à l'article 913 : « *L'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve.* »

Si l'on n'eût pas eu à redouter des retours de jurisprudence, toujours possibles, qui eussent fait perdre à l'enfant naturel le bénéfice qu'on n'avait cessé de

Paris, 20 avril 1853; D., 53, 2, 190. — Cass., 29 juin 1857; S., 57, 1, 745; D., 59, 1, 26.

Contra : CHABOT, t. II, p. 49 à 91. *Sic* : Rouen, 31 juillet 1820 (D., Rép. au mot *Succession*, n° 307, p. 230).

lui reconnaître, l'existence d'un droit de réserve aurait découlé suffisamment des principes posés par la loi nouvelle, en dehors de toute disposition formelle. En effet, l'enfant naturel qui, antérieurement à 1896, n'était qu'un successeur *irrégulier*, est désormais un « *héritier ordinaire* »; c'est l'assimilation des héritiers légitimes et naturels quant à la nature de leur droit héréditaire.

Cette identité, sauf une différence de chiffre, entre les droits successoraux accordés à ces deux classes de successibles, nous permettra de résoudre facilement les questions successorales que, jusqu'ici, la loi n'avait tranchées qu'à l'occasion des enfants légitimes. Nous n'aurons qu'à étendre aux enfants naturels la solution qu'elle applique à ces derniers, dans la mesure du rapport que la loi établit entre eux.

CHAPITRE II

A quelles conditions l'enfant naturel a-t-il droit
à une réserve ?

SECTION I

Nécessité d'une reconnaissance.

La vocation successorale de l'enfant naturel, et conséquemment le droit de réserve qui en résulte, est subordonnée à l'existence d'une condition : la reconnaissance. Sur ce point, le législateur moderne n'a rien changé à la situation antérieure et, conformément au droit intermédiaire et au Code civil, il n'accorde la qualité d'héritier réservataire qu'aux enfants naturels « *légalement reconnus* ». Et la preuve que la loi n'a pas entendu innover à cet égard résulte expressément des termes du nouvel article 756, ainsi conçu :

« *La loi n'accorde de droits... qu'aux enfants naturels légalement reconnus.* »

Par conséquent, toute prétention à l'exercice d'une réserve héréditaire serait absolument vaine, si une reconnaissance n'était pas intervenue. Et par suite, tous ceux, dont la filiation naturelle ne peut être établie par voie de reconnaissance, comme les enfants adultérins ou incestueux, ne sauraient réclamer un

droit successoral quelconque, même dans les cas tout à fait exceptionnels où leur parenté viendrait à être prouvée (1).

D'après l'article 762, ils n'ont qu'une créance d'aliments contre la succession de leur père et mère, dont le montant est déterminé conformément à l'article 763; cette créance alimentaire ne peut leur être refusée, à moins que, suivant les termes de l'article 764, « *le père ou la mère des enfants adultérins ou incestueux ne leur aient fait apprendre un art mécanique, ou que l'un d'eux leur ait assuré des aliments de son vivant.* »

Cette reconnaissance, exigée par notre loi pour permettre à l'enfant naturel de revendiquer les droits qui lui sont accordés, peut être « *volontaire* » ou « *forcée* ». Tantôt elle résultera de l'aveu même des parents qui assumeront ainsi la paternité ou la maternité de l'enfant, tantôt elle sera la conséquence d'une décision de justice, déclarant cet enfant fils ou fille naturel de telle ou telle personne.

Et quoi qu'en aient dit certains jurisconsultes d'une autorité incontestable dans la doctrine, comme Merlin et Toullier (2), nous attribuerons, d'accord avec la grande majorité des auteurs et une jurisprudence

(1) La filiation adultérine ou incestueuse peut être légalement constatée dans les cas du désaveu d'un enfant conçu pendant le mariage, d'une annulation de mariage pour cause de bigamie ou d'inceste, et enfin d'une erreur judiciaire passée en force de chose jugée.

(2) MERLIN, t. XVIII, v° Success., section II, art. 1; et *Quest. de droit*, t. IV, v° Maternité, p. 291. — TOULLIER, t. IV, n° 247, p. 148.

constante (1), les mêmes effets à la reconnaissance forcée et à la reconnaissance volontaire. Le législateur de 1896 a passé la question sous silence, mais il résulte de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de la loi nouvelle, qu'il a entendu confirmer la solution admise en pratique et en doctrine, puisque, d'après le texte même des travaux préparatoires, il s'en tient « *aux résultats acquis* (2) », en ce qui touche les points controversés et non tranchés par son texte.

Les effets de la reconnaissance sont absolument les mêmes, quel que soit l'auteur de qui elle émane; la loi à cet égard ne fait aucune distinction entre le père et la mère. Si l'enfant naturel n'a été reconnu que par l'un de ses auteurs, il n'aura de droit que dans la succession de celui-ci. Si, au contraire, sa filiation a été établie vis-à-vis de son père et de sa mère, il pourra exercer ses droits dans la succession de chacun de ses auteurs (3).

Sans rechercher ici à quelles conditions est subordonnée la validité de la reconnaissance, nous allons

(1) DEMANTE, t. III, n° 74 *bis*. — DEMOLOMBE, t. XIV, n° 13 *bis*. — LAURENT, t. IX, n° 408. — BAUDRY et WAHL, t. I, n° 603. — Paris, 27 juin 1812; S., 1812, 2, 148. — Rouen, 17 mars 1813; S., 1813, 2, 230. — Cassat., 16 juin 1847; D., 1847, 1, 263. — Paris, 30 juin 1831; D., 1832, 2, 254. — Montpellier, 24 février 1873; S., 1874, 2, 65.

(2) *Journ. off.* Docum. parlam. Sénat, 1895, p. 5.

(3) Cela était formellement indiqué dans le nouvel article de la proposition Letellier : « *Les enfants naturels reconnus héritent de leurs père et mère ou de l'un d'eux seulement si l'autre ne les a pas reconnus* ». *J. Off.*, 5 mai 1890. Doc. parl. Chamb., 1890, p. 507.

examiner si elle produit toujours les mêmes effets, quelle que soit l'époque à laquelle elle est intervenue.

Quelle que soit la date à laquelle elle ait eu lieu, la reconnaissance, volontaire ou forcée, est toujours considérée, en doctrine et en jurisprudence, comme ayant un effet rétroactif, remontant au jour de la conception (1). Elle n'est pas *attributive*, mais *déclarative* de droits, et il suffit qu'elle ait été faite dans les formes légales, pour que l'enfant puisse en invoquer les effets, jusqu'au jour même de sa conception. La loi nouvelle n'a pas touché à ce point, mais malgré son silence, nous trouvons une confirmation de cette doctrine dans son esprit et dans les travaux préparatoires qui tendent à admettre les résultats consacrés par la pratique.

Aussi, conformément à ce principe de rétroactivité, nous n'hésiterons pas à admettre que l'enfant naturel, judiciairement reconnu après le décès de ses auteurs, pourra revendiquer sa réserve dans la succession (2), et nous dirons même que, si la recon-

(1) DEMOLOMBE, t. V, n° 436, et t. XIX, n°s 164 et suiv. — AUBRY et RAU, t. VI, § 568 *quater*, p. 188, et t. VII, § 686, p. 234, et notes 9 et 10. — LAURENT, t. XII, n°s 47 et suiv. — BAUDRY et COLIN, t. I, n° 711. — DALLOZ, rép. au mot *Succession*, n°s 307 et suiv. et Suppl., n° 178. — Cass., 22 janvier 1884; D., 84, 1, 117. — Dijon, 18 décembre 1891; D., 92, 2, 217. — Trib. Ussel, 16 juillet 1896; *Gaz. Pal.*, 96, 2, 202. — Trib. Bourges, 12 nov. 1896, rapp. avec Bourges, 15 décembre 1896, *ibid.*, 97, 1, 330.

(2) *Sic* : DEMOLOMBE, *Traité des Successions*, t. II, p. 17, n°s 15, 16, 16 *bis*. — BAUDRY et WAHL, 604. — Metz, 21 juin 1853; S., 56, 2, 449.

naissance s'est produite après son décès, ses descendants légitimes, s'il en a laissé, pourront s'en prévaloir pour revendiquer les droits qui auraient appartenu à leur auteur.

Toutefois si, en principe, la date de la reconnaissance importe peu au point de vue de ses effets, il y a un cas spécial où le législateur a cru devoir apporter une dérogation à cette règle, c'est celui où la reconnaissance est intervenue pendant le mariage.

SECTION II

Effet de la reconnaissance intervenue au cours du mariage (art. 337 du Code civil).

Dans l'hypothèse spéciale prévue par l'article 337 du Code civil (1), le principe, d'après lequel l'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve, souffre une notable restriction. Aux termes de cette disposition, « *la reconnaissance faite pendant le mariage par l'un des époux au profit d'un enfant*

(1) L'opinion qui considère l'article 337 comme applicable aussi bien à la reconnaissance forcée qu'à la reconnaissance volontaire, ne nous semble pas contestable. *Sic* : MARCADÉ, sur l'article 337, n° 7. — DEMOLOMBE, t. V, n° 466. — AUBRY et RAU, t. VI, § 568 *quater*, p. 187, notes 17 et 18. — Cass., 19 novembre 1856; D., 56, 1, 412. — Cass., 16 décembre 1861; S., 62, 1, 420. — Lyon, 17 mars 1863; S., 63, 2, 205. — Bordeaux, 25 mai 1862; D., 94, 2, 50.

Contra : DURANTON, t. III, n°s 225 et 226. — LAURENT, t. IV, n° 13.

« naturel qu'il aurait eu avant son mariage d'un autre
« que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni
« aux enfants nés de ce mariage. » Le législateur
considère la reconnaissance faite dans ces conditions
comme une violation de la foi promise.

« Il ne faut pas, disait Bigot-Préameneu, que l'un
« des époux puisse changer après son mariage le sort
« de sa famille légitime en y apportant des enfants
« naturels qui demanderaient une part dans les biens ;
« ce serait violer la foi sous laquelle le mariage a été
« contracté (1). » Il en résulte que la reconnaissance
intervenue au cours du mariage ne saurait être
opposée à l'encontre des enfants légitimes issus de
cette union — et du conjoints survivant ; l'enfant
naturel ainsi reconnu ne saurait donc être admis à
réclamer une réserve héréditaire qui viendrait préju-
dicier aux droits successoraux de ces derniers.

Le législateur de 1896 n'a rien changé au principe
posé par le Code civil et selon les propres termes
des éminents orateurs qui ont pris la parole à ce
sujet, lors de la discussion de la loi nouvelle devant
le Sénat, le maintien de l'article 337 est nécessité
« par un intérêt supérieur, le respect des conven-
tions (2), » et aujourd'hui, cette disposition « ne dis-
paraît pas plus que dans le Code civil (3) ».

Il y aura donc grand intérêt, pour l'enfant, à se

(1) LOCRÉ, t. VI, p. 216, n° 37.

(2) Discours de M. Demôle. Séance du 18 mars 1895. *J. Off.*
Doc. parlem. Sén., 1895, p. 658.

(3) Discours de M. Dauphin. Séance du 21 juin 1895. *J. Off.*
Doc. parlem. Sén., p. 200.

rendre compte de la date de l'acte de reconnaissance sur lequel il établira sa filiation. S'il est constant que cette reconnaissance a eu lieu au cours du mariage, il sera dans l'impossibilité de revendiquer l'exercice de son droit de réserve au détriment des enfants légitimes qui en sont issus, et du conjoint survivant.

Toutefois, il faut reconnaître que l'article 337 contient une disposition de rigueur, tout à fait exceptionnelle, en ce qu'il empêche l'enfant naturel légalement reconnu pendant le mariage de venir au partage avec les enfants légitimes ou, dans certains cas très rares, avec le conjoint survivant. Et par suite, conformément au principe « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* », il nous faudra réduire strictement son champ d'application aux limites fixées par le législateur.

C'est ainsi que nous déciderons que la reconnaissance, qui aura été faite *après* la dissolution du mariage, produira son plein et entier effet sans que les enfants légitimes qui en sont issus, ou bien le conjoint survivant, puissent se prévaloir de l'art. 337 (1).

(1) La question est controversée, mais l'opinion affirmative, que nous partageons, est généralement admise. V. MARCADÉ, sur l'article 337, n° 4. — DEMOLOMBE, t. V, n° 461. — AUBRY et RAU, t. VI, § 568 *quater*, p. 186, n° 15. — LAURENT, t. IV, n° 129, p. 193. — Douai, 29 janvier 1879; D., 80, 2, 113. — Dijon, 7 mai 1879; *ibid.* Tribunal Périgueux, 9 août 1888; *Gaz. Pal.*, 89, 1; Sup., 30.

Contra : LABBÉ. Observation Pal., 1860, p. 791. — Lyon, 17 mars 1863; S., 63, 2, 203. — Metz, 10 août 1864; D., 64, 2, 225.

Assurément, il est permis de dire qu'une reconnaissance intervenue dans ces conditions leur causera un préjudice, ce qui est contraire à l'esprit de notre article.

Mais ses termes sont absolument clairs, ils ne visent que les reconnaissances faites pendant le mariage, et il ne saurait dépendre de l'interprète d'étendre, par suite d'une circonstance de fait, cette disposition à notre hypothèse.

Dans le même ordre d'idées, nous admettrons également que la déchéance résultant de l'article 337 ne saurait être étendue à une hypothèse à laquelle s'appliqueraient pourtant, d'une façon évidente, les motifs qui l'ont inspiré : c'est l'hypothèse d'une reconnaissance antérieure au mariage, mais tenue secrète par son auteur.

Pour remédier à cette situation, M. Demôle avait proposé, lors de la discussion de la loi nouvelle devant le Sénat, d'exiger l'inscription de toute reconnaissance en marge de l'acte de naissance de son auteur; la production de l'acte de naissance étant obligatoire pour chacun des conjoints, la reconnaissance, faite par l'un, aurait été fatalement connue de l'autre avant le mariage. On écarta cette proposition « *par ce motif qu'elle serait mieux à sa place dans un ensemble de dispositions destinées à constituer le casier civil* » (1).

Cependant, malgré le caractère exceptionnel de la disposition dont s'agit, nous considérons qu'il est

(1) V. J. O., 19 mars 1895. Déb. parlem., Sén., p. 200 et suiv.

impossible d'y faire échec, alors même qu'il serait justifié, en fait, que la filiation naturelle, dont la preuve a été établie par la reconnaissance émanée de l'un des conjoints pendant le mariage, était connue de l'autre conjoint avant la célébration du mariage (1).

Nous nous bornerons, pour l'instant, à l'exposition de ces effets généraux de l'article 337, nous réservant d'examiner ultérieurement les difficultés spéciales soulevées par l'application de cet article.

(1) *Sic* : Cass., 28 mai 1878; S., 79, 1, 337; D., 78, 1, 401 — LABBÉ, note dans S. préc. — DEMOLOMBE, V, n° 465 bis. — HUC, III, n° 98. V. cependant, relativement à la question de savoir si la fin de non-recevoir tirée de l'art. 337 est susceptible d'être couverte : Trib. Caen, 7 juin 1864; *Rec. arr. Caen et Rouen*, 64, 1, 142, et Rapport de M. le Conseiller Cornély, sous arrêt précité du 28 mai 1878.

CHAPITRE III

Assiette de la réserve de l'enfant naturel reconnu.

SECTION I

Sur quels biens s'effectuera le prélèvement de la réserve de l'enfant naturel.

L'article 756 du Code civil accorde aux enfants naturels légalement reconnus des droits sur les biens de leur père ou mère décédé. Faudrait-il admettre, en s'en tenant strictement aux termes de cette disposition, que leur réserve ne pourra se prélever que sur les biens que possédaient leurs parents au jour du décès, sans qu'ils puissent exercer aucun droit sur ceux qui seraient sortis de leur patrimoine, par suite de libéralités entre-vifs ?

Cette vieille théorie, défendue par Delvincourt, Malville (1), rejetée depuis longtemps par une doctrine et une jurisprudence unanimes (2), est encore moins

(1) Ces jurisconsultes considèrent le droit de l'enfant naturel plutôt comme celui d'une sorte de légataire que d'un véritable héritier : DELVINCOURT, t. II, p. 22, n° 4. — MALVILLE, *Analyse raisonnée du C. c.*, t. II, p. 226.

(2) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 164. — AUBRY et RAU, VII, § 686, p. 234, texte et note 9. — LAURENT, t. XII, n° 47. — BAUDRY et COLIN, n° 739. — Rouen, 17 mars 1813 ; D., Rép. au mot *Succ.*, n° 303, p. 229.

soutenable aujourd'hui, depuis la promulgation de la loi nouvelle. Celle-ci a proclamé formellement, sauf une différence de quotité, l'assimilation de l'enfant légitime et de l'enfant naturel; aussi, se réclamant de son titre d'héritier que lui confère le nouvel article 756 C. c., ce dernier pourra revendiquer le bénéfice de toutes les dispositions (1) qui permettent aux héritiers réservataires de parfaire la fraction d'hérédité qui constitue leur réserve, lorsque celle-ci vient à être entamée par les libéralités du *de cujus*.

Il nous paraît également impossible d'ajouter quelque crédit à cette distinction tout à fait arbitraire, d'après laquelle on refuserait à l'enfant naturel le droit de faire réduire les libéralités qui seraient antérieures à sa reconnaissance. Les partisans de cette théorie (2) allèguent que les donataires antérieurs ont un droit acquis, qui ne saurait leur être enlevé par un fait volontaire du donateur, tel que la reconnaissance d'un enfant naturel, et que, s'il en était autrement, le donateur pourrait, par une reconnaissance frauduleuse et mensongère, porter atteinte aux droits qu'il a lui-même conférés.

A nos yeux, comme à ceux du législateur, il semble que la reconnaissance doive être considérée, non pas comme un simple fait volontaire de la part de son auteur, mais plutôt comme l'accomplissement strict

(1) Articles 920 du Code civil et suivants.

(2) V. CHABOT sur l'art. 756, n° 20. — TOULLIER, t. III, n° 263. — MERLIN, Rép. Réserve, sect. IV, § 9. — LOISEAU, *Enfants naturels*, p. 698. — RICHEFORT, *État des Familles*, t. II, n° 348, et t. III, n° 496 et suiv. — TROPLONG, t. II, n° 771 et 932.

d'un devoir qu'impose la paternité ou la maternité. Quant à la fraude, la loi elle-même en a prévu le danger et indiqué le remède dans l'article 339.

En outre, nous savons que la reconnaissance a un caractère purement *déclaratif*, c'est-à-dire qu'elle rétroagit, quant à ses effets, jusqu'au jour de la conception ; nous avons vu, enfin, que le législateur de 1896 a investi l'enfant naturel de la qualité *d'héritier* ; dans ces conditions, il nous paraît logique de décider, d'accord avec la jurisprudence et la majorité des auteurs (1), et conformément à l'esprit de la loi nouvelle, que l'enfant naturel pourra agir en réduction contre toutes les libéralités excessives de son auteur, quelle que soit leur nature et quelle que soit leur forme.

Ce droit de réserve, que le Code civil accorde à l'enfant naturel sur la succession de ses père ou mère, lui est refusé en ce qui concerne les biens des parents de ses auteurs. Le nouvel article 757, qui reproduit textuellement le deuxième paragraphe de l'ancien article 756, est formel en ce sens : « *La loi*
« *ne lui accorde aucun droit sur les biens des pa-*
« *rents de leur père ou mère.* » L'enfant naturel est absolument écarté de la succession de ces parents (2),

(1) DURANTON, t. VI, n^{os} 311-313. — DEMOLOMBE, XIV, n^{os} 465 et 466. — LAURENT, t. XII, n^o 48. — AUBRY et RAU, t. VII, § 768, p. 234, note 10. — BAUDRY et COLIN, I, n^o 711. — Toulouse, 15 mars 1834 ; Dev., 1834, 2, 537. — Cass., 16 juin 1847 ; D., 47, 1, 265.

(2) La jurisprudence a fait une récente application de ce principe : Trib. de la Seine, 1^{er} mai 1896. *La Loi*, n^o du 5 juillet 1896.

et, pas plus par représentation de son auteur que de son chef, il ne peut prétendre à une réserve héréditaire.

On avait tenté, lors de l'élaboration des travaux préparatoires, de faire entrer l'enfant naturel dans la famille de ses père ou mère et, comme conséquence, les liens du sang étaient seuls pris en considération pour le règlement de l'ordre successoral. Dans ce but, trois projets avaient été présentés à la Chambre et au Sénat (1), mais, par respect pour le mariage et la légitimité, le Parlement se refusa à consacrer pareille innovation, et l'enfant naturel resta, pour les parents de ses auteurs, ce qu'il était et ce qu'il devait être, c'est-à-dire un étranger.

Le principe, qui domine l'institution du droit successoral, est l'affection présumée du *de cujus* pour ceux que la loi appelle à lui succéder; pareille présomption ne saurait être acceptée dans l'hypothèse qui nous occupe, pour établir un lien de vocation héréditaire, et, à notre sens, ce sont des sentiments tout à fait opposés que fait naître dans la famille la présence d'un enfant naturel. C'est donc exclusivement sur la succession de ses père et mère que ce dernier sera admis à exercer son droit de réserve.

(1) V. dans l'*Introduction*, p. 4, note 1, l'énumération des différents projets qui furent successivement présentés au Parlement, et qui tendaient à l'assimilation plus ou moins complète des enfants naturels et légitimes.

CHAPITRE IV

De la quotité de la réserve.

SECTION I

Base d'évaluation de cette quotité.

Nous avons vu que, sous l'empire du Code civil, la question de savoir si les enfants naturels étaient héritiers réservataires, avait donné lieu à de vives controverses. Une fois le principe de la réserve admis, le désaccord s'était encore élevé au sujet de la fixation du chiffre de cette réserve.

Nous mentionnerons simplement pour mémoire cette opinion d'après laquelle la réserve de l'enfant naturel aurait été égale à sa part héréditaire; ce système aboutissait à donner à l'enfant naturel une réserve quelquefois plus forte que celle d'un enfant légitime, une réserve même de la totalité de la succession (1). D'après un autre système auquel on pouvait accorder quelque créance, c'était dans les termes de l'ancien article 761 qu'il fallait chercher la solution du problème : la quotité indisponible

(1) V. Louis Gros, *Revue critique de législation*, 1857, p. 78 et suiv. — Paris, 20 avril 1853; D., 1853, 2, 190, et *J. du P.*, t. II, de 1855, p. 129.

aurait toujours été de la moitié de la portion *ab intestat*; en acceptant cette théorie, il fallait admettre du même coup que la réduction, autorisée par cette ancienne disposition, pouvait avoir lieu, contrairement au texte de cet article, autrement que par une donation entre vifs faite à l'enfant lui-même (1). Un troisième mode de calcul fut admis par la grande majorité des auteurs, et consacré par la jurisprudence (2) : Du moment que le droit de l'enfant naturel est une fraction de la part héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime, de même, sa réserve est aussi une fraction de celle qui lui reviendrait s'il était légitime.

Tel est le système qui prévalut en pratique dans le silence du Code Napoléon, et qui, aujourd'hui, est consacré législativement par le § 2, que la loi du 25 mars 1896 a ajouté à l'article 913 : « *Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel en cas de succession ab intestat, et celle qu'il aurait eue, dans le même cas, s'il eût été légitime* ».

Au cours de l'élaboration de la loi, dans le but de simplifier la formule de la jurisprudence, la Chambre des Députés avait adopté un autre principe,

(1) V. Cass., 26 juin 1809; S., 1809, 1, 337. — Pau, 4 avril 1810; S., 1810, 2, 239. — Cass., 27 avril 1830; Dev., 1830, 1, 166.

(2) V. DEMOLOMBE, XIX, n° 153. — LAURENT, XII, n° 41. — AUBRY et RAU, VII, § 686, p. 232. — BAUDRY et COLIN, I, 709 et suiv. — Req., 29 juin 1857; S., 57, 1, 745; D., 59, 1, 26. — Civ. Cass., 15 nov. 1859; S., 59, 1, 881; D., 59, 1, 443.

d'après lequel la réserve de l'enfant naturel aurait été, dans tous les cas, égale à la moitié de celle d'un enfant légitime. M. Dauphin fit écarter ce système au Sénat (1), en montrant qu'il serait souvent moins favorable aux enfants naturels que celui de la jurisprudence actuelle, et qu'il avait le tort de ne pas faire varier le montant de la réserve, selon la qualité des parents légitimes avec lesquels ils se trouvent en concours.

En effet, si on suppose un enfant naturel appelé seul à une succession, il pourrait être dépossédé des *trois quarts* au lieu de la *moitié* et, quand il serait en concours avec des ascendants, des frères et sœurs ou descendants d'eux, sa réserve n'eût plus été que du *quart* au lieu de *trois huitièmes*. Aussi, l'innovation proposée par la Chambre fut-elle rejetée par le Sénat et, en définitive, ce fut le calcul de la réserve d'après les termes de la jurisprudence, qui fut maintenu.

Cette solution est logique : le droit héréditaire *ab intestat* de l'enfant naturel est proportionnel au droit de l'enfant légitime ; la même proportion doit exister entre les réserves de l'un et l'autre, puisque la réserve n'est autre qu'une portion indisponible de la succession *ab intestat*.

La loi nouvelle n'a donc rien changé à la pratique ancienne. Toutefois, si on chiffre les résultats produits par l'application de la règle, on remarquera qu'ils sont différents de ceux obtenus antérieurement

(1) V. Rapport Dauphin. *J. Off.* Doc. parl., Sénat, 1893, p. 5.

parce que la quotité de la réserve est augmentée en même temps que celle de la succession *ab intestat*.

Pour déterminer la réserve de l'enfant naturel, conformément au système proportionnel établi par le législateur pour la dévolution de l'hérédité *ab intestat* (1), il nous faudra donc calculer celle qui lui aurait été attribuée s'il eût été légitime, et lui en accorder la *moitié*, les *trois quarts* ou la *totalité*, selon qu'il se trouve en présence de descendants légitimes, — d'ascendants ou de collatéraux privilégiés, — ou de parents n'étant pas au degré successible.

De nombreuses difficultés vont surgir lorsqu'il s'agira d'évaluer le montant de cette réserve, suivant la qualité des héritiers qui viendront concourir avec l'enfant naturel, ou bien lorsque nous aurons à rechercher comment s'effectuera le prélèvement. Nous les examinerons au fur et à mesure des hypothèses que nous distinguerons, et nous supposerons toujours, dans le cours des développements qui vont suivre, que la quotité disponible est absorbée par des libéralités testamentaires ou entre-vifs.

(1) Art. 738, 739, 760, Code civ.

SECTION II

Réserve de l'enfant naturel en concours avec des descendants légitimes.

§ 1. — QUANTUM DE LA RÉSERVE.

La détermination de ce quantum sera extrêmement simple, lorsqu'il n'y aura qu'un seul enfant naturel en concours avec des enfants légitimes; par application des articles 913 et 758 combinés, nous voyons que sa réserve sera égale à la moitié de celle qu'il aurait prise s'il eût été légitime.

Mais où la difficulté commence, c'est lorsqu'on se trouve en présence de plusieurs enfants naturels. Divers systèmes ont été proposés pour calculer la part qui doit leur être accordée dans cette hypothèse.

Nous allons d'abord mentionner celui qui a eu l'honneur d'être enseigné dans la doctrine (1) et d'être suivi par la pratique.

Il consiste à traiter provisoirement tous les enfants naturels comme *simultanément* légitimes, à faire leurs parts dans cette hypothèse, et à en donner définitive-

(1) MERLIN, *Quest. de dr.*, Réserve, § 1 et 2. — DURANTON, VI, n^{os} 273-278. — MARCADÉ, art. 753, n^o 3. — DEMOLOMBE, XIV, n^o 67. — AUBRY et RAU, VII, § 686, p. 234, note 8. — BAUDRY et COLIN, I, n^o 709. — Cass., 26 juin 1809; S., 1809, I, 337. — Cass., 28 juin 1831; D., 1831, I, 217.

vement la moitié à chaque enfant naturel. Le surplus de la quotité indisponible sera réparti entre les descendants légitimes, qui profiteront ainsi de l'illégitimité de leurs cohéritiers. En appliquant ce principe au partage d'une succession d'une valeur de 40,000 fr. à répartir entre un enfant légitime et deux enfants naturels, nous obtenons les résultats suivants : quotité disponible, 10,000 fr.; réserve de l'héritier légitime, 10,000 fr.; réserve de chaque enfant naturel, 5,000 fr. Bornons-nous pour l'instant à constater que ce mode de calcul offre l'avantage d'une grande simplicité pratique; nous verrons tout à l'heure si c'est ce système que le législateur moderne a entendu consacrer.

Un second système, très ingénieux, dit de *répartition*, d'après la dénomination de l'auteur lui-même, M. Gros, commence par poser en fait que l'article 758 ne prévoit que l'hypothèse d'un seul enfant naturel, et il en induit que c'est par voie d'analogie que doit être réglée celle où il y en a plusieurs; puis, observant le rapport existant entre la réserve d'un seul enfant naturel et celle d'un ou de plusieurs enfants légitimes, il maintient invariablement cette même proportion, quel que soit le nombre des enfants naturels. En d'autres termes, ce procédé d'évaluation aboutit, pour connaître la réserve revenant à chaque héritier naturel ou légitime, à doubler le nombre des enfants légitimes, à ajouter celui des enfants naturels, et, après avoir fait autant de parts égales qu'il serait censé y avoir d'enfants, chaque enfant naturel prendrait une part et chaque enfant légitime en prendrait

deux (1). Nous ne croyons pas que ce système puisse être admis et, pour le démontrer, il nous suffit de faire remarquer que deux projets en ce sens furent déposés au Parlement (2), mais n'ont pas trouvé place dans la loi nouvelle, qui les a rejetés purement et simplement.

Un troisième système, défendu par un jurisconsulte allemand, M. Unterholzner (3), considère provisoirement les enfants naturels non comme *simultanément*, mais *successivement* légitimes. Pour régler la part de chacun d'eux, les enfants naturels seront supposés, les uns après les autres, comme étant seuls légitimes pour venir en concours avec les héritiers légitimes et les autres enfants naturels, qui seront traités comme tels, vis-à-vis de celui qui possède fictivement la qualité de légitime.

(1) GROS, *Droits successoraux des enfants naturels*. — C'est ce mode de procéder, d'une simplicité pratique très grande, qui a été consacré, sauf une différence de quotité, par le code d'Haïti, dans son article 608. (V. DEMOLOMBE, XIV, n° 63, p. 71.)

(2) D'après un projet primitivement adopté par la Chambre (*J. Off.*, Doc. parlem., Ch., 1890, p. 2780), la part héréditaire *ab intestat* de l'enfant naturel, et conséquemment sa réserve, aurait toujours été égale à la moitié de celle d'un enfant légitime. C'est en raison de l'incompatibilité de ce mode de calcul avec les termes mêmes de l'article 758, que la Commission du Sénat refusa de lui donner la sanction législative.

D'autre part, le texte du projet de la Chambre qui disposait formellement que la réserve de l'enfant naturel serait de la moitié de celle de l'enfant légitime, ne fut pas accepté par la Commission du Sénat qui repoussa cette modification pour les raisons que nous avons signalées plus haut. Ch. IV, sect. 1, p. 23. (*J. Off.* Doc. parlem., Sénat, 1895, p. 5.)

(3) AUBRY et RAU, t. VI, § 605, note 9, p. 327.

Si nous appliquons ce mode de calcul à l'exemple précité, c'est-à-dire dans la répartition d'un actif successoral de 40,000 francs, entre un enfant légitime et deux enfants naturels, nous opérerons de la manière suivante : l'un des deux héritiers naturels étant réputé légitime, la réserve de celui qui reste, s'il était seul naturel, serait de 5,000 fr., et par suite, la réserve des deux autres s'élèverait pour chacun à 12,500 fr. Mais, comme l'un d'eux est fictivement légitime, il ne prendra que la moitié constituant sa part fixée par la loi (art. 758 et 913), c'est-à-dire 6,250 fr. En procédant ainsi pour l'autre enfant naturel, on obtiendra le même chiffre, et la répartition de la succession aura lieu ainsi qu'il suit : quotité disponible, 10,000 fr.; réserve de l'enfant légitime, 7,500 fr.; réserve de chaque enfant naturel, 6,250 fr. Contrairement au système généralement admis en doctrine et en jurisprudence, celui-ci fait profiter chaque enfant naturel de l'illégitimité de ses cohéritiers.

Il reste maintenant à rechercher quel système la loi nouvelle a entendu consacrer; aucun texte précis n'ayant résolu la difficulté, nous allons voir s'il a été dans l'esprit du législateur moderne d'admettre implicitement la théorie de la jurisprudence, ou bien d'adopter un mode différent d'évaluation.

Pour essayer de trouver une solution logique, juridique, du problème, nous formulerons trois principes, dont il nous semble guère possible de contester l'existence :

1^o D'après les termes mêmes des articles 758 et 913

combinés, l'enfant naturel a droit à une réserve qui s'élève, non pas à la moitié de celle d'un enfant légitime, mais à la moitié *de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime*.

2° De l'esprit de la nouvelle loi, de l'ensemble des travaux préparatoires, il résulte indubitablement une faveur marquée du législateur de 1896 pour les enfants nés hors mariage, une tendance nettement accusée vers l'assimilation des héritiers naturels et légitimes; on en déduit logiquement cette conséquence, que l'ancienne maxime, qui se comprenait sous le Code civil : « *In dubio contra naturales* », doit faire place désormais à l'adage contraire : « *In dubio pro liberis naturalibus* ».

3° Il résulte, enfin, de la combinaison des articles 913 et 758, attribuant à l'enfant naturel une réserve égale à la moitié de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, que l'intention du législateur a été de le faire bénéficier de l'illégitimité des autres cohéritiers naturels. L'enfant légitime profitant de la qualité illégitime des héritiers qui viennent en concours avec lui, il est raisonnable que l'enfant naturel, qui est une partie d'enfant légitime, doit aussi en profiter pour partie.

Par conséquent, tout système qui aura pour résultat de franchir les limites du cadre que nous venons de tracer, devra être infailliblement rejeté. C'est pourquoi nous sommes contraint de repousser celui qui prévaut encore en doctrine et en pratique, comme étant contraire aux règles posées plus haut.

On a soutenu que le mode de calcul adopté par la

jurisprudence avait été consacré pour ainsi dire législativement en 1896, en s'appuyant sur les travaux préparatoires et sur les termes mêmes du rapporteur de la Commission du Sénat, M. Dauphin, lequel a déclaré « admettre comme certains les résultats acquis » (1).

Il est permis de remarquer que la loi nouvelle, loin d'admettre comme certains les résultats acquis, a apporté de notables changements aux habitudes suivies jusqu'ici ; elle a réalisé une double innovation d'une importance considérable, elle a modifié la nature du droit successoral de l'enfant naturel, elle en a augmenté la quotité en substituant la *moitié* au *tiers* de l'ancien texte.

Il faut ajouter également que les travaux préparatoires ne constituent pas la loi, et il nous semble absolument inutile d'y avoir recours, lorsque des principes, comme ceux que nous avons énoncés, découlent évidemment de son texte, ou se trouvent être l'expression même de la pensée qui a présidé à la rédaction de ses termes.

Aussi, nous nous rallierons volontiers au système préconisé par le jurisconsulte allemand, M. Unterholzner ; il n'aboutit pas dans ses résultats à une violation des règles proposées, et c'est pourquoi nous déciderons que, pour régler la réserve de plusieurs enfants naturels concourant avec des descendants légitimes, il faudra les assimiler à ces derniers, non pas simultanément, mais *successivement*, de telle

(1) *J. O. Doc. parl.*, Sénat, 1895, p. 5.

sorte, que l'enfant naturel bénéficiera des réductions opérées sur la quotité de ses frères et sœurs naturels.

M. Demolombe critique cette manière de voir en soutenant que l'article 758 (ancien article 757), ayant prévu aussi bien le cas où il n'existe qu'un seul enfant naturel que celui où il en existe plusieurs, avait voulu, par cela même, les considérer tous en même temps comme légitimes ; nous nous rangeons à l'avis de cet éminent jurisconsulte, lorsqu'il affirme que cette disposition vise également les cas d'existence d'un seul ou de plusieurs enfants naturels ; mais, tout en prenant parti sur ce point, nous croyons que le domaine de l'interprétation reste absolument libre, relativement à la question de savoir si l'article envisage les enfants naturels comme *simultanément* ou *successivement* légitimes, et c'est pourquoi nous ne nous croyons nullement obligé de suivre M. Demolombe dans ses déductions.

MM. Aubry et Rau (1) repoussent ce système comme trop compliqué, et lui adressent même le reproche d'inconséquence.

Nous ne méconnaissons pas que, dans la pratique, notre procédé de calcul prêterait à certaines difficultés lorsqu'il s'agira de liquider des successions où les héritiers naturels seront en nombre. Tout en faisant remarquer que cette hypothèse d'un grand nombre d'enfants naturels venant à une succession se présentera très rarement, nous répondrons que, cela étant, c'est au législateur qu'il faut adresser ce re-

(1) V. AUBRY et RAU, *loc. infra cit.*

proche, et non pas à l'interprète qui traduit fidèlement sa pensée. Certes, il lui eût été facile, au moment où il édictait de nouvelles dispositions, de faire cesser les controverses divisant les auteurs et la jurisprudence ; dans son silence, nous ne pouvons qu'exprimer tous nos regrets qu'il n'ait pas supprimé les difficultés pratiques que soulève la détermination de la réserve de l'enfant naturel.

On nous taxe aussi d'inconséquence parce que, disent MM. Aubry et Rau (1), « *chaque enfant naturel* »
« *suppose, pour déterminer sa propre part, que celle de* »
« *son frère naturel se trouve déjà fixée, tandis qu'elle* »
« *ne l'est point encore, et finit par réclamer une part* »
« *supérieure à celle qu'il attribue fictivement à ce der-* »
« *nier, quoique les enfants naturels aient tous des* »
« *droits égaux.* »

Nous ne sachons pas que notre mode de calcul ait pour résultat d'accorder des droits inégaux aux enfants naturels, et la loi ne nous défend nullement d'avoir recours à la fiction pour évaluer le quantum de notre réserve, puisqu'elle nous impose elle-même ce procédé en termes exprès.

Et puis, si nous sommes véritablement inconséquent, comment se fait-il que notre principe reste en harmonie avec les prescriptions de la loi (articles 913 et 758 combinés). Pour que l'enfant naturel ait une fraction de la quote-part héréditaire qu'il aurait obtenue s'il eût été légitime, il faut de toute nécessité

(1) AUBRY et RAU, t. VI, § 603, p. 233, n° 9.

qu'il puisse se prévaloir de l'illégitimité des autres enfants naturels.

On s'est également récrié contre l'*injustice* de notre système, qui, dit-on, attribue aux enfants naturels, lorsqu'ils sont nombreux, une part trop considérable dans la succession. Nous ne craignons pas d'être taxé d'exagération en affirmant que ce reproche est absolument immérité. L'enfant naturel étant assimilé, pour l'évaluation de son droit, à une partie d'enfant légitime, rien de plus juste, de plus logique, que la masse héréditaire, qui doit constituer la réserve de la famille naturelle, soit d'autant plus forte que le nombre de ces parties d'enfant légitime est plus élevé. C'est la loi elle-même qui a voulu cette variation dans le rapport entre la part des descendants légitimes et la part des descendants naturels, suivant l'augmentation du nombre des uns ou des autres. Et, s'il y a vraiment une injustice dans les effets variables de cette proportion, nous estimons qu'elle se fait surtout sentir dans l'application du système de la doctrine et de la jurisprudence ; en effet, à mesure que le chiffre des enfants naturels devient plus élevé, le droit de chacun d'eux décroît avec une rapidité énorme et sans proportion aucune avec la diminution que subit aussi la part de chacun des enfants légitimes.

C'est ainsi qu'un enfant naturel qui, s'il eût été seul, aurait obtenu contre un enfant légitime une réserve de $\frac{1}{6}$ de la succession, n'obtiendra plus s'il y a deux enfants naturels, que le $\frac{1}{8}$, — s'il y en a trois, que les $\frac{3}{32}$, — s'il y en a quatre, que les $\frac{2}{32}$.

et ainsi de suite, avec une progression toujours croissante en faveur des enfants légitimes et au préjudice des enfants naturels.

Tels sont les motifs que nous croyons être assez puissants pour nous rattacher au système défendu par M. Unterholzmer, que nous pensons être celui de la législation moderne, tant que celle-ci n'aura pas édicté une disposition additionnelle qui tranche formellement la difficulté (1).

Néanmoins, puisqu'il faut compter nécessairement avec la jurisprudence dans la pratique, nous nous en tiendrons à son système dans les différentes évaluations que nous pourrons avoir à présenter, relativement au calcul de la réserve de l'enfant naturel.

§ 2. — SUR QUELLE PARTIE DE L'HÉRÉDITÉ DOIT S'IMPUTER LA RÉSERVE.

Avant de rechercher quelle quotité doit être réservée à la famille naturelle, nous devons nous demander comment s'effectuera le prélèvement de cette quotité ; la réserve de l'enfant naturel sera-t-elle prise sur celle des descendants légitimes, ou aux dépens de la quotité disponible, ou bien encore sera-t-elle imputée à la fois sur ces deux parties de la succession ?

(1) Un éminent interprète du Code civil qui est, en même temps, un mathématicien distingué, M. Chenon, a proposé tout récemment une formule algébrique qui constitue, d'après lui, la seule solution *logique* et *légale* du problème de la répartition des droits des enfants légitimes et naturels, en concours les uns avec les autres.

Malgré le silence gardé par la loi nouvelle sur ce point, la réponse à ces questions sera bien simple, elle résulte des principes mêmes posés par les nouveaux textes. Le législateur de 1896, ayant identifié la nature du droit successif des descendants légitimes et naturels, logiquement la réserve des derniers doit se calculer dans les mêmes conditions que celle des premiers, et, par conséquent, l'héritier naturel devra réclamer sa réserve restreinte à ceux qui auraient dû lui fournir sa réserve entière s'il eût été légitime (1). Cette idée nous amène à faire une distinction, d'après laquelle nous imputerons la réserve de l'enfant naturel, tantôt exclusivement sur celle des héritiers légitimes, tantôt proportionnellement sur cette réserve et sur la quotité disponible.

Il est une hypothèse qui ne souffre aucune difficulté, c'est celle qui nous met en présence de *trois* enfants légitimes ou plus. En pareil cas, la quotité disponible, déterminée par l'article 913, § 1, sera invariablement fixée au *quart* de la succession ; la réserve des descendants naturels sera donc prise exclusivement sur celle de la famille légitime. Et ce n'est que justice, puisque, s'il existe un quatrième, un cinquième héritier légitime, la quotité disponible n'en reste pas moins intacte, elle est toujours d'un quart, la portion héréditaire des enfants légitimes est seule grevée. *A fortiori*, il doit en être de même,

(1) *Sic* : MENARD, n° 164. — DEFRENOIS, n°s 161-164. — HENRY, n° 19. — V. aussi DEMOLOMBE, XIX, p. 170 et suiv. — AUBRY et RAU, VII, § 686. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, p. 713-714.

lorsqu'un ou plusieurs enfants naturels viendront concourir avec ces derniers ; le légataire universel n'y perdra rien, le législateur ne nous permettant pas de toucher en quoi que ce soit au *quart* qui lui est attribué.

En supposant un actif successoral de 64,000 francs à partager entre trois enfants légitimes, un enfant naturel et un légataire universel, nous obtiendrons la répartition suivante : quotité disponible ; 16,000 fr., réserve de l'enfant naturel, 6,000 francs, réserve de chaque enfant légitime, 14,000 francs.

Si nous envisageons maintenant la situation où le défunt ne laisse jamais plus de *trois* héritiers, *légitimes et naturels*, notre mode de prélèvement va différer avec le changement de situation.

Dans les trois hypothèses distinctes qui pourront se présenter, suivant les circonstances, c'est-à-dire concours d'un enfant légitime et d'un enfant naturel — ou bien de deux enfants légitimes et d'un enfant naturel — ou enfin de deux enfants naturels et d'un enfant légitime, — nous remarquerons que la survéance d'un *second* ou d'un *troisième* enfant légitime aurait eu pour effet de nuire aux réservataires et au légataire ; par conséquent, la logique nous conduit à décider que, dans tous ces cas, la réserve de la famille naturelle sera supportée proportionnellement par celle de la famille légitime et par la quotité disponible (1).

(1) *Sic* : DEMOLOMBE, XIX, p. 170 et suiv. — BAUDRY et COLIN, p. 713, 714. — AUBRY et RAU, VII, § 686. — LAURENT, XII, p. 51. — HUC, VI, n° 146.

Pour ces trois cas particuliers qui viennent d'être énumérés, il existe un moyen très pratique d'imputer, d'une façon tout à fait proportionnelle, la réserve des enfants naturels sur celle des enfants légitimes et sur la quotité disponible. Ce procédé commode, nous l'empruntons au système que MM. Troplong et Belost-Jolimont (1) appliquent sans aucune exception à toutes les hypothèses possibles, et qui consiste à prélever d'abord la réserve de l'enfant naturel sur la masse successorale, et à répartir ensuite le surplus de la succession comme s'il n'y avait pas eu d'enfant naturel. Si l'on appliquait ce principe dans toutes ses déductions, on constaterait que la quotité disponible pourrait se trouver bien plus réduite par la présence d'un enfant naturel que par celle d'un enfant légitime, c'est-à-dire qu'elle pourrait descendre au-dessous du *quart* de l'hérédité, ce qui est formellement

(1) TROPLONG, II, 772 et suiv. — BELOST-JOLIMONT (article 756). Le système de ces auteurs repose sur cette idée, que le droit de l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère consistait simplement en un *droit de créance*; ce mode d'imputation est « *un procédé de rencontre, purement empirique* » d'une application facile pour régler les droits de chacun dans certaines hypothèses spécialement déterminées. (V. DEMOLOMBE, XIX, n° 169, p. 242.)

Un autre système, qui conduirait à des résultats évidemment impossibles, est celui qui a été proposé par M. Richefort : on prélève la quotité disponible comme si l'enfant naturel était *réellement* légitime, et c'est seulement pour fixer la réserve de l'enfant légitime qu'on le considère fictivement comme tel; on en arrive ainsi à donner à l'héritier légitime en concours avec un enfant naturel, une réserve plus élevée que s'il était seulement en présence d'un légataire universel. (V. *Traité de l'État des familles*, n° 392.)

prohibé par les articles 913 et 915. C'est pourquoi nous admettrons, aux cas déterminés plus haut, l'application de ce principe qui nous permet d'obtenir facilement un prélèvement proportionnel. En appliquant ce mode d'imputation au partage d'une succession de 96,000 francs entre un enfant légitime et un enfant naturel, se présentant comme héritiers réservataires, nous agirons de la manière suivante : En supposant légitime l'enfant naturel, sa réserve aurait été du *tiers*, soit 32,000 francs; n'ayant droit qu'à la *moitié* — 16,000 francs en sa qualité d'illégitime, il reste donc 80,000 francs à répartir entre le donataire ou légataire et l'enfant légitime, et, d'après l'article 913, la réserve légitime et la quotité disponible s'élevant, en pareil cas à la *moitié*, ils auront chacun 40,000 francs.

Le prélèvement ainsi fait a lieu par égale proportion, puisque si l'enfant naturel n'avait pas existé, le légataire et l'enfant légitime auraient eu chacun 48,000 fr.; sa présence leur a donc nui à tous deux d'une façon égale, en leur faisant perdre 8,000 francs à chacun. Il en sera de même si l'on suppose deux enfants naturels et un enfant légitime. Avec une hérédité de 96,000 francs, nous obtiendrons : quotité disponible, 36,000 francs ; — réserve de l'enfant légitime, 36,000 francs, et réserve de chaque enfant naturel, 12,000 francs ; le paiement de cette dernière somme est supporté dans la même mesure par le légataire et par le descendant légitime, qui auraient encore supporté également le paiement de pareille somme si les deux enfants naturels avaient été légitimes.

Enfin avec deux enfants légitimes et un enfant naturel en présence, on trouverait : quotité disponible, 28,000 francs ; réserve de chaque enfant légitime, 28,000 francs ; et réserve de l'enfant naturel, 12,000 francs. De cette façon, cette dernière grève la réserve légitime et la quotité disponible dans une même proportion, tout comme elle les aurait également grevées dans une proportion plus élevée, si l'enfant naturel avait été légitime.

Ce système d'imputation proportionnelle, dans la situation qui nous occupe, est également suivi par MM. Aubry et Rau (1), qui l'ont formulé en termes précis : « *L'existence d'un deuxième ou troisième enfant légitime, ayant pour effet de diminuer tout à la fois, et dans la même proportion, les parts des réservataires et la quotité disponible, il faut de toute nécessité faire proportionnellement supporter la réserve de l'enfant naturel par les autres réservataires et par les donataires ou légataires* ».

Ce principe, que nous venons d'exposer, devra-t-il, comme le soutient un commentateur de la loi de 1896 (2), s'appliquer exclusivement aux hypothèses indiquées ci-dessus, ou bien n'est-il pas susceptible de recevoir une plus grande extension ?

Cet auteur prétend que, si l'on se place dans la situation où le nombre des héritiers atteint ou dépasse le chiffre *quatre*, — celui des *légitimes* n'étant jamais supérieur à *deux*, — la méthode d'imputation par

(1) AUBRY et RAU, t. VII, § 686, p. 237, n° 13.

(2) POILROUX, n° 102, p. 122, note.

prélèvement ne saurait être employée, sans aboutir à des résultats injustes. Et, à l'appui de sa thèse, il déclare que l'existence d'un *troisième* enfant légitime ayant pour conséquence de faire réduire et la réserve et la quotité disponible, la survenance d'un *quatrième* laisse, au contraire, cette quotité disponible intacte, et n'a pour effet que de grever les parts des autres réservataires.

Et, par suite, en cas de concours d'héritiers au nombre de *quatre ou plus*, et parmi lesquels se trouvent seulement *un ou deux* légitimes, on ne pourra pas, puisque l'on traite l'enfant naturel comme fictivement légitime, prélever la réserve des enfants naturels sur l'ensemble de la succession, et répartir ensuite le restant de l'hérédité entre légataire et réservataires légitimes.

Il est incontestable que la survenance d'un *quatrième* ou *cinquième* enfant légitime ne saurait porter atteinte à la quotité disponible, qui, d'après la loi, ne peut jamais être inférieure au *quart* de la succession; mais, il est non moins incontestable que cette portion disponible, tant qu'elle reste supérieure au *quart* de l'actif successoral, doit supporter, proportionnellement avec la réserve des héritiers légitimes, le paiement de la réserve accordée aux enfants naturels. Et alors, jusqu'à ce que la quote-part héréditaire donnée ou léguée par le *de cujus* soit réduite au *quart* de l'hérédité, sans jamais qu'elle puisse descendre à un chiffre inférieur, nous nous croyons autorisé à nous servir de la méthode de prélèvement comme étant un procédé commode et pratique de

répartition. Reprenons l'exemple de tout à l'heure, c'est-à-dire, une succession de 90,000 fr. à partager entre quatre héritiers réservataires, dont deux légitimes et deux naturels. La liquidation donnera les résultats suivants : réserve des deux enfants légitimes, 52,000 fr.; réserve des deux enfants naturels, 18,000 fr., et quotité disponible, 26,000 fr.

Mais ce système d'imputation, que nous croyons applicable toutes les fois qu'il ne touchera pas à la limite minimum imposée à la quotité disponible, cessera de l'être, lorsqu'il aboutira à une violation de cette limite. C'est ainsi que dans l'hypothèse où deux enfants légitimes viennent en concours avec trois enfants naturels, l'application de ce système est impossible, car elle aurait pour résultat d'accorder aux légataire ou donataire une quotité disponible moins élevée que si les enfants naturels étaient légitimes. En pareil cas, les bénéficiaires des libéralités prendront le *quart* de la succession, et la réserve des enfants légitimes et naturels sera prélevée sur le restant, et répartie d'après les principes admis pour le calcul de la quotité de chacun.

En un mot, pour fixer les droits des légataires et donataires et des enfants légitimes en présence d'enfants naturels, nous pensons, avec la majorité des auteurs (1), que, dans tous les cas où le nombre des enfants légitimes n'excède pas *deux*, la réserve des enfants naturels doit s'imputer proportionnellement

(1) MESNARD, n^{os} 166, 167, 169. — DEFRENOIS, n^o 166. — CAMPISTRON, p. 102 et 103.

sur la réserve des enfants légitimes et sur la quotité disponible.

§ 3. — CONCOURS DE L'ENFANT NATUREL AVEC DES
PETITS-ENFANTS LÉGITIMES.

L'enfant naturel peut se trouver en conflit, non plus avec des descendants légitimes du premier degré, mais avec des petits-enfants, issus d'un enfant légitime prédécédé. Le législateur a prévu le cas dans l'article 913, qui décide « *que les petits-enfants ne sont « comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la « succession du disposant.* »

Dans le cas spécial de *représentation*, le calcul de la réserve s'opère comme si les enfants représentés venaient eux-mêmes à la succession; la liquidation de l'hérédité aura lieu exactement de la même façon que dans les hypothèses prévues au paragraphe précédent.

Mais il y a un cas non prévu par le Code civil et qu'il nous paraît intéressant de mettre en relief : c'est celui de l'enfant naturel en présence de petits-enfants légitimes se présentant comme héritiers, sans le secours de la représentation, de leur chef, par suite de la renonciation ou de l'indignité de leurs auteurs.

L'enfant naturel, s'il eût été légitime, aurait recueilli *ab intestat* l'hérédité tout entière, car dans cette hypothèse, les petits-enfants auraient été écartés comme ne pouvant pas concourir utilement avec un descendant du premier degré, et comme tel, sa

réserve eût été de la moitié de la succession, ainsi que la quotité disponible. Mais, par suite de son illégitimité, et en raison de ce que le degré des descendants légitimes est sans influence sur la quotité de sa part héréditaire, sa réserve sera réduite de moitié, c'est-à-dire qu'elle sera égale au *quart* de la succession. Quant à la quotité disponible, déterminée en supposant légitime l'enfant naturel, elle restera invariablement fixée à la *moitié* de l'hérédité, car son chiffre ne saurait être moins élevé en face d'un enfant légitime qu'en présence d'un descendant naturel. Par conséquent, la réserve de ce dernier, égale au quart de l'actif héréditaire, sera prélevée sur la quotité indisponible tout entière, de telle sorte qu'un quart de la succession sera attribué à l'enfant naturel et l'autre quart aux petits-enfants légitimes. Cette répartition est tout à fait conforme au principe que nous avons admis et qui est formulé en termes concis par M. Demolombe (1), relativement à notre hypothèse : « *Si l'enfant naturel eût été légitime, il n'aurait* »
« *nuï qu'aux petits-enfants, qui auraient été exclus de* »
« *la succession; c'est à eux seuls qu'il doit nuire comme* »
« *naturel dans la mesure de sa réserve.* »

§ 4. — L'ENFANT NATUREL, EN CONCOURS AVEC DES DESCENDANTS LÉGITIMES, A ÉTÉ RECONNU PENDANT LE MARIAGE.

Nous avons toujours supposé, jusqu'ici, que l'enfant naturel, appelé à la succession de ses père ou

(1) DEMOLOMBE : *Traité des donations et testaments*, II, n° 175.

mère, avait été reconnu à une époque antérieure au mariage, dont sont issus les héritiers qui concourent avec lui. Nous allons maintenant examiner la situation qui lui est faite par le législateur, lorsque sa filiation illégitime aura été légalement établie au cours du mariage : cette hypothèse est réglée spécialement par l'article 337. D'une façon générale, cette disposition interdit à l'enfant naturel de se prévaloir des effets d'une reconnaissance intervenue pendant le mariage, soit à l'encontre du conjoint, soit à l'encontre des enfants légitimes issus de ce mariage. Au point de vue qui nous intéresse, nous devons donc proclamer que la présence d'enfants naturels ne saurait nuire aux enfants légitimes et au conjoint ; mais là se borne la prohibition de notre article 337, et, toutes les fois que les intérêts qu'a voulu protéger le législateur ne seront pas lésés, nous accorderons volontiers à l'enfant naturel l'exercice de son droit de réserve. Et dans cet ordre d'idées, nous nous rallierons au système d'un auteur remarquable, M. Demolombe, qui estime que l'article 337 ne doit pas être absolu, et que son application doit être restreinte aux cas où le défunt laisse *trois enfants légitimes ou un plus grand nombre*. Dans cette hypothèse, la quotité disponible est invariablement fixée au *quart* de la succession et on ne pourrait lui attribuer une part quelconque des biens « *soit au préjudice du légataire sans violer l'article 913, soit au préjudice des enfants légitimes sans violer l'article 337* » (1).

(1) DEMOLOMBE : *Donation et testament*, t. II, n° 103, p. 254, et *Traité de la Paternité et filiation*, n° 474, p. 453.

Il ne serait pas exact, au contraire, de soutenir que l'enfant naturel ne peut réclamer de réserve lorsqu'il se trouve en concours avec *un* ou *deux* enfants légitimes seulement : l'article 337 ne nous oblige qu'à une chose : laisser intacte la réserve des enfants issus du mariage ; il ne saurait empêcher l'enfant naturel de revendiquer sa portion de réserve qui est à la charge des donataires ou légataires du défunt, pourvu qu'il ne touche pas à la quotité disponible fixée par la loi. Dans ces conditions, pourrait-on prétendre que les enfants légitimes subiront un préjudice ? Une pareille affirmation serait manifestement contraire à la vérité.

Aussi, nous croyons que la distinction proposée par M. Demolombe est en parfaite harmonie avec l'équité, avec les intérêts des familles légitime et naturelle, et nous pensons même qu'elle doit être admise comme n'étant nullement en contradiction avec l'esprit qui a inspiré l'article 337 au législateur du Code civil, et qui l'a fait maintenir intact lors de la discussion de la loi de 1896.

A. l'encontre de cette interprétation, on formule l'objection suivante : l'enfant naturel, reconnu dans les circonstances prévues par l'article 337, perd l'exercice de son *droit héréditaire*, et par suite il ne saurait être investi d'un droit de réserve dans une proportion quelconque.

Il nous semble que c'est véritablement dépasser la pensée exprimée dans l'article 337, que de déclarer l'enfant naturel déchu de tout droit héréditaire ; cette déchéance n'existe réellement, qu'autant qu'elle

est nécessaire pour empêcher toute lésion à l'égard des enfants légitimes, mais elle n'aurait aucune raison d'être, lorsque les droits de ces derniers sont respectés.

A notre avis, l'article 337 crée une situation juridiquement identique à l'enfant naturel, qu'il soit en présence d'enfants légitimes ou du conjoint. Or, vis-à-vis de celui-ci, on ne lui conteste pas l'exercice de son droit héréditaire quand il n'est pas préjudiciable à ce conjoint. Pourquoi le supprimerait-on en présence d'enfants légitimes, qui n'auront absolument rien à craindre ?

Et, d'ailleurs, personne ne peut méconnaître le caractère exceptionnel de la disposition contenue dans l'article 337 ; c'est donc dans les termes mêmes de son texte que nous devons rechercher l'étendue de son champ d'application. La loi a désigné limitativement les personnes dont elle a voulu mettre les intérêts à l'abri d'une reconnaissance tardive ; en dehors d'elles, l'article 337 est inapplicable ; les motifs qui l'ont fait édicter n'existent plus, et la reconnaissance devra produire tous ses effets.

Enfin, notre solution ne trouve-t-elle pas un solide appui dans l'esprit même de la loi nouvelle, qui s'est efforcée de rendre meilleure la condition des enfants naturels ? Ce serait, selon nous, fausser cet esprit, que de vouloir étendre aujourd'hui le bénéfice de l'article 337 à d'autres qu'à ceux désignés par son texte.

SECTION III

Réserve de l'enfant naturel en concours avec des ascendants.

L'ancien article 913 du Code civil accordait aux ascendants une réserve égale à la *moitié* de la succession, lorsqu'ils existaient dans les deux lignes, et une réserve d'un *quart* seulement, s'ils étaient dans une seule ligne. Les enfants naturels ayant également droit à une réserve, comment la prélever, lorsqu'ils venaient en concours avec des ascendants? En s'en tenant à la stricte observation des règles que nous avons appliquées précédemment, nous aurions décidé que ceux-là seuls qui lui auraient payé sa réserve, s'il eût été légitime, devaient lui fournir la portion indisponible qui lui revient; comme naturel, il ne peut, il ne doit nuire qu'à ceux dont les parts auraient été grevées s'il se fût présenté comme réservataire légitime, et cela dans la mesure de sa réserve. L'imputation aurait donc eu lieu, suivant les cas, soit exclusivement sur la réserve des ascendants, soit proportionnellement sur celle-ci et sur la quotité disponible; notre mode de prélèvement aurait différé selon qu'il y aurait eu des ascendants dans une seule ou dans les deux lignes, et selon qu'il y aurait eu un ou plusieurs héritiers naturels (1).

(1) *Sic* : DEMOÛLOMBE, t. II, n^{os} 176 à 179. — LAURENT, t. XII, n^o 42. — BAUDRY et COLIN, I, n^o 713. — AUBRY et RAU, VII, § 686.

D'autres systèmes d'imputation avaient été proposés par certains interprètes du Code civil (1), mais nous nous abstenons de les reproduire, la loi nouvelle ayant résolu formellement la question dans l'article 915 (modifié), ainsi conçu : « *Lorsqu'à défaut*
« *d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou*
« *plusieurs enfants naturels et des ascendants dans les*
« *deux lignes ou dans une seule, les libéralités par acte*
« *entre-vifs et par testament ne pourront excéder la*
« *moitié des biens du disposant, s'il n'y a qu'un enfant*
« *naturel; le tiers, s'il y en a deux; le quart, s'il y en a*
« *trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi ré-*
« *servés seront recueillis par les ascendants jusqu'à*
« *concurrence d'un huitième de la succession et le sur-*
« *plus par les enfants naturels.* »

Le législateur de 1896, innovant dans la matière, a voulu, dans la mesure du possible, tenir la balance égale entre les intérêts des enfants naturels, des ascendants et ceux des légataires ou donataires. Pour résoudre ce point délicat, il s'est arrêté à la transaction suivante, qui résulte expressément des termes de son article 915 : il a divisé l'actif successoral en deux parties distinctes, dont l'une sera la quotité disponible et l'autre constituera une « *réserve globale,*
« *c'est-à-dire, destinée également à satisfaire les enfants*
« *naturels et les ascendants* (2) ».

La quotité disponible est établie dans les mêmes

(1) V. TROPLONG, II, n° 777. — V. aussi Amiens, 23 mars 1854; S., 54, 2, 289.

(2) HENRY, n° 17, p. 26.

conditions que si l'on se trouvait en présence de descendants légitimes, c'est-à-dire qu'elle sera toujours égale à la *moitié*, au *tiers* ou au *quart* des biens du disposant, suivant que le nombre des héritiers naturels sera de *un*, *deux*, *trois* ou plus. Le restant de l'hérédité composant la « *réserve globale* », sera attribué, jusqu'à concurrence *d'un huitième* de la succession, aux ascendants et, pour le surplus, aux enfants naturels. Il n'y aura pas lieu désormais de rechercher, comme sous l'empire du Code civil, s'il existe des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule, leur réserve est fixée invariablement à *un huitième* de la masse héréditaire.

Tout en approuvant les critiques dont cette quotité, réservée aux ascendants, a pu être l'objet lors de la discussion de l'article 913 au Sénat (1), il faut néanmoins reconnaître que cette nouvelle disposition de notre Code a le mérite très appréciable d'avoir fait cesser toutes les controverses antérieures, et d'avoir substitué à un mode de calcul assez compliqué, un système de répartition très simple et d'une application facile. Et, pour arriver à établir cette solution claire et pratique, le législateur de 1896 n'a pas craint de sacrifier le principe qu'il avait posé dans son article 913, § 2, qui consistait à maintenir entre la réserve de l'enfant naturel et celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, le même rapport qui existe entre sa

(1) A la séance du 21 juin 1895, M. Thézard proposa, mais vainement, de remédier à l'insuffisance de ce chiffre, en grevant la succession d'une dette alimentaire en faveur des ascendants. (*J. Off.*, 22 juin 1895. Déb. parlem. Sén., p. 659.)

part héréditaire *ab intestat* et celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

SÉCTION IV

Réserve de l'enfant naturel en présence de frères et sœurs ou descendants d'eux.

Deux situations distinctes se présentent à notre examen : d'une part, les frères et sœurs viennent à la succession comme bénéficiaires des libéralités faites par le *de cujus*, et, d'autre part, ces héritiers peuvent se trouver exclus par l'institution d'un étranger comme légataire universel.

§ 1. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES FRÈRES ET SŒURS OU DESCENDANTS D'EUX (1).

Dans cette première hypothèse, où les collatéraux privilégiés revendiquent la portion disponible, à quelle quotité va s'élever la réserve de l'enfant na-

(1) Sous l'empire du Code civil, c'était une question controversée que celle de savoir quel était le montant de la réserve de l'enfant naturel, lorsqu'il se trouve en présence de descendants de frères et sœurs, qui n'étaient pas visés expressément par l'ancien article 757. — Les neveux et les nièces étaient, à peu près sans controverse, assimilés aux frères et sœurs lorsqu'ils se présentaient par représentation en concours avec des frères et sœurs. (Cass., rej., 5 juin 1893; D., 93, 1, 383.)

La doctrine résolvait généralement la question encore en ce sens, dans le cas où les neveux et nièces se trouvaient seuls en concours avec l'enfant naturel, mais la Jurisprudence paraissait, dans cette deuxième hypothèse, fixée en sens contraire.

tuel? La loi nouvelle a bien prévu le concours de celui-ci avec des ascendants (article 915), mais notre cas est resté en dehors des prévisions du législateur; il est fâcheux qu'un texte précis ne vienne pas résoudre la difficulté, car nous avons en présence deux interprétations différentes pour trancher la question qui nous occupe.

Certains commentateurs (1) ont pensé qu'il fallait s'en référer à la règle générale posée dans l'article 913, qui est applicable au calcul de la réserve; la part héréditaire réservée au descendant naturel serait alors fixée aux *trois quarts* de celle qu'il aurait obtenue s'il eût été légitime, c'est-à-dire en prenant, par exemple, une succession de 96,000 francs :

— S'il n'existe qu'un seul enfant naturel, à 36,000 fr.
 $= \frac{3}{8}$.

— S'il y en a deux, à 48,000 fr. $= \frac{6}{12}$.

— S'il y en a trois ou un plus grand nombre, à 54,000 fr. $= \frac{9}{16}$.

Malgré l'autorité incontestable qui s'attache aux noms de ces jurisconsultes, nous inclinons à croire que la législation nouvelle n'a pas voulu, soit dans son texte, soit dans son esprit, consacrer le mode de supputation préconisé par ces auteurs.

Ce système d'évaluation a le grave inconvénient

(Paris, 24 juin 1886. Cass., rej., 31 août 1881, et la note D., 88, 1, 209.)

Cette controverse n'a plus, aujourd'hui, d'intérêt en l'état du texte de l'article 759, mais l'assimilation des descendants de frères et sœurs n'a pas été votée sans difficultés.

(1) MESNARD, n° 174. — DEFRENOIS, n° 179. — COULON, p. 334.

d'entraîner des conséquences illogiques, d'aboutir à des résultats bizarres, qu'il nous semble impossible d'accepter.

Si nous nous donnons la peine de lire l'article 759 qui, combiné avec l'article 913, § 2, constitue la base de ce mode de calcul, nous constatons que la portion héréditaire *ab intestat* de l'enfant naturel est toujours invariable, qu'il vienne en concours avec des ascendants, ou qu'il se trouve seulement en présence de frères et sœurs ou descendants d'eux; ce principe, que le droit successoral *ab intestat* de l'enfant illégitime reste le même dans les deux hypothèses, ressort implicitement et indubitablement du texte de l'article 769. Or, la réserve n'étant qu'une quote-part de la portion héréditaire *ab intestat*, les partisans du système que nous combattons, appliquant dans notre espèce la règle de calcul contenue dans cette disposition, devraient, semble-t-il, être logiquement conduits à donner à l'enfant naturel en concours avec des collatéraux privilégiés, une réserve au moins égale à celle qui lui est attribuée en présence d'ascendants.

Nous avons un texte, l'article 915, qui règle spécialement cette situation de descendants illégitimes concourant avec des ascendants, et, si nous comparons la quotité indisponible qui leur est accordée dans ce cas particulier avec celle que leur octroient nos adversaires, en présence de frères et sœurs ou de leurs descendants, nous nous apercevons que, dans cette dernière hypothèse, non-seulement le chiffre de la réserve n'est pas aussi élevé, mais tou-

jours inférieur, sauf pour le cas où il n'y a qu'un seul enfant naturel.

En effet, reprenons l'exemple d'un actif successoral de 96,000 francs et procédons à un examen comparatif des résultats obtenus dans les deux hypothèses :

En présence d'ascendants :

— S'il n'existe qu'un seul enfant naturel, sa réserve s'élève à 36,000 francs.

— S'il y en a deux, à 52,000 francs.

— S'il y en a trois ou plus, à 60,000 francs.

En présence de frères et sœurs ou descendants d'eux :

— S'il y a un enfant naturel, sa réserve s'élève à 36,000 francs.

— S'il y en a deux, à 48,000 francs.

— S'il y en a trois ou plus, à 54,000 francs.

N'y a-t-il pas quelque chose d'irrationnel à donner à l'enfant naturel en concours avec des collatéraux privilégiés, *qui ne sont pas héritiers réservataires*, une réserve moindre que s'il avait été en présence d'ascendants, qui eux, sont *héritiers à réserve* ?

Nous avons dit tout à l'heure que, d'après l'idée qui se dégage incontestablement de l'article 769, l'enfant naturel a les mêmes droits héréditaires, que ses père et mère aient laissé des ascendants ou seulement des frères et sœurs ou descendants d'eux ; or, comme nous avons un texte, l'article 915, qui résout la difficulté en ce qui concerne le concours des ascendants et des descendants illégitimes, il nous paraît logique, dans le silence du Code, de penser que le législateur a entendu s'en référer à cette disposi-

tion, lorsqu'il s'agit de déterminer la réserve de l'enfant naturel, appelé à la succession de ses auteurs concurremment avec des frères et sœurs ou des descendants d'eux. Et, comme dans l'espèce, l'enfant illégitime est seul admis à revendiquer la qualité d'*héritier réservataire*, il recueillera donc entièrement « *la réserve globale* » fixée par l'article 915, ou autrement dit, il aura droit à la même réserve que s'il était légitime.

Nous ne croyons pas qu'on puisse soutenir aujourd'hui avec Troplong « *qu'il suffit que la famille légitime existe, qu'elle n'abdique pas ses privilèges par une renonciation ou qu'elle ne soit pas déchue de ses droits par son indignité* (1) », pour que l'honneur, le respect dus à la légitimité empêchent à tout jamais l'enfant naturel d'être placé sur la même ligne que le descendant légitime. Il faut reconnaître que cette considération avait une importance réelle sous l'empire du Code civil, qui avait gardé toutes ses faveurs pour la famille issue du mariage ; mais elle ne saurait être invoquée aujourd'hui, car elle ne serait plus en harmonie avec la pensée qui a dicté les nouvelles dispositions législatives. Le législateur moderne a presque comblé l'abîme qui séparait autrefois les familles naturelle et légitime, et, lorsqu'il nous manifeste ses tendances à vouloir les assimiler au point de vue successoral, il nous semble que la seule considération, qui puisse justement être invoquée maintenant, se trouve être résumée dans la

(1) TROPLONG, t. II, n° 775.

maxime suivante, qui relate véritablement l'esprit de la loi nouvelle : « *In dubio pro liberis naturalibus* ».

Il est vrai que la législation actuelle laisse encore à la famille légitime une supériorité évidente ; mais, selon nous, il n'en résulte pas un motif juridique qui nous obligerait à restreindre les droits de l'enfant naturel. Et lorsqu'il s'agit, comme dans notre espèce, de fixer la quotité de sa réserve héréditaire à l'encontre de donataires ou légataires, qui se trouvent être des collatéraux privilégiés, la solution du problème nous paraît résider tout entière dans la pensée exprimée par le législateur, lorsqu'il a rédigé l'article 915 : « *..... Les libéralités par actes entre-vifs et par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers, s'il y en a deux, le quart, s'il y en a trois ou un plus grand nombre.* »

§ 2. — RÉSERVE DE L'ENFANT NATUREL AU CAS OU LES FRÈRES ET SŒURS OU LEURS DESCENDANTS SONT ÉCARTÉS PAR L'INSTITUTION D'UN LÉGATAIRE UNIVERSEL.

Après la solution que nous avons émise dans l'hypothèse précédente, le règlement de la réserve de l'enfant naturel n'offre aucune difficulté lorsque les frères et sœurs ou descendants d'eux, laissés par le défunt, sont écartés par l'institution d'un légataire universel. Nous venons de voir que ces derniers, quoique bénéficiaires des libéralités faites par le *de cuius*, ne pouvaient se prévaloir de leur qualité de

, représentants privilégiés de la famille légitime, pour entraîner une restriction aux droits de l'enfant naturel; *a fortiori*, lorsque ces parents légitimes sont exclus de l'hérédité, le droit de l'enfant naturel doit être aussi étendu, c'est-à-dire qu'il pourra revendiquer les mêmes prérogatives que l'enfant légitime.

La question pourrait présenter quelque intérêt et quelques difficultés au cas seulement où, dans l'hypothèse spéciale que nous avons prévue au paragraphe précédent, nous aurions décidé, à l'exemple de certains auteurs que nous avons combattus, que l'enfant naturel n'aurait pu réclamer, à l'encontre des collatéraux privilégiés, donataires ou légataires, qu'une réserve qui aurait toujours été des *trois quarts* de celle qui lui serait revenue comme légitime. Il s'agirait alors de savoir si la part, réservée à l'enfant naturel, doit être calculée eu égard à la qualité et au nombre des héritiers existant à l'ouverture de la succession, c'est-à-dire au jour du décès du *de cujus*, ou bien si ces héritiers ne doivent pas être pris en considération, pour fixer le montant de cette réserve. Cette question, qui a soulevé de vives controverses, a été résolue affirmativement par certains auteurs et par une jurisprudence (1) presque unanime et, con-

(1) TROPLONG, II, 775. — MARCADÉ, sur l'art. 916. — AUBRY et RAU, t. VII, § 686, p. 233. — Nancy, 23 août 1831; S., 31, 2, 343. — Amiens, 23 mars 1854; S., 54, 2, 289. — Cass., 7 février 1865; S., 65, 1, 105. — Cass., 13 août 1866; D., 66, 1, 465; Req., 25 juillet 1867; D., 68, 1, 65. — Lyon, 24 janvier 1869; S., 70, 2, 296. — Paris, 2 décembre 1872; S., 73, 2, 197. — Douai, 28 avril 1874; S., 74, 2, 195. — Cass., 20 avril 1875; D., 75, 1, 487.

formément au système d'interprétation que nous nous sommes refusé à admettre, on déclare que l'enfant naturel ne pourra prétendre qu'à une réserve égale aux *trois quarts* de celle qui lui aurait été attribuée comme héritier légitime.

Malgré toute l'autorité des partisans de ce système, nous nous rattacherons plus volontiers à l'opinion qui a rallié des noms éminents dans la doctrine (1), et d'après laquelle, le montant de la réserve de l'enfant naturel sera déterminé, dans notre espèce, uniquement d'après la qualité des héritiers venant réellement à la succession.

Et d'abord, il nous semble incontestable, d'après l'esprit du nouvel article 760, que le droit héréditaire de l'enfant naturel est aussi complet que celui du descendant légitime, lorsque les parents, laissés par le *de cujus*, ne viennent pas en ordre utile pour con-

Toutes ces autorités appliquent le même principe au cas où les parents, existant au moment du décès, auraient renoncé à la succession ou en auraient été exclus pour cause d'indignité.

D'autres auteurs distinguent entre l'héritier indigne et l'héritier renonçant (DURANTON, VIII, n^{os} 298 et suiv. — TROPLONG, II, 784 et 785), et encore entre celui qui renonce *nullo accepto* et celui qui renonce *aliquo accepto*, c'est-à-dire en invoquant son droit de réserve pour conserver intégralement le bénéfice d'une libéralité (DEMANTE, IV, n^o 45 bis, I, III; — RAGON, II, n^{os} 288 et suiv.).

(1) DEMANTE, IV, n^o 47 bis. — DEMOLOMBE, XIV, n^o 54, et XIX, n^{os} 99 et 160. — LAURENT, XII, n^o 43. — BAUDRY et COLIN, *Donat.*, I, n^o 728, p. 311. — MESNARD, n^o 178. — CAMPISTRON, n^{os} 110 et suiv.

V. aussi Rennes, 10 août 1863; D., 64, 2, 236. — Pau, 26 mai 1863; D., 66, 2, 67.

courir avec lui au partage de la succession. Ces héritiers légitimes étant exclus par la volonté formelle du *de cujus*, on ne peut pas dire qu'ils viennent à l'hérédité, qu'ils soient admis à succéder, à concourir avec l'enfant naturel. L'intérêt des représentants de la légitimité n'étant pas en jeu, la logique nous amène tout naturellement à proclamer que les limitations, qu'on voudrait apporter au droit de l'enfant naturel, ne sauraient être admises dans notre hypothèse. Si l'enfant naturel n'existait pas, la totalité des biens reviendrait au légataire universel, les frères et sœurs n'en resteraient pas moins déshérités ; l'enfant naturel n'est plus en face de la famille légitime, il est exclusivement en présence d'un étranger, à l'égard duquel il est rationnel de le traiter comme légitime, et de lui accorder tous les droits attachés à ce titre.

Nous avons fait justice, dans nos développements antérieurs, de cette interprétation d'après laquelle il y aurait un intérêt d'ordre public à ne pas accepter notre solution ; quoi qu'en dise la jurisprudence, la faveur dont on entoure le mariage, le respect dû à la légitimité, ne sont plus aujourd'hui, et surtout dans notre espèce, des motifs juridiques assez puissants pour nous contraindre à nous prononcer contre l'enfant naturel.

Et puis, la loi de 1896 elle-même, bien qu'elle ne tranche pas formellement la difficulté, nous paraît néanmoins militer pleinement en faveur de notre thèse. Avant la législation nouvelle, la jurisprudence objectait, et non sans raison, que si l'enfant naturel

devait bénéficier de l'exclusion des collatéraux privilégiés, le *de cujus* serait ainsi encouragé à les écarter de la succession, toutes les fois qu'il voudrait favoriser ses descendants illégitimes; cette considération est maintenant tout à fait dénuée de valeur, les textes nouveaux permettant désormais à l'enfant naturel de recevoir, par testament, la portion d'hérédité dévolue à ces collatéraux privilégiés.

Enfin, l'ancien article 908, qui était un argument probant de la théorie adverse, a subi de telles modifications, qu'il se retourne maintenant contre ceux qui l'invoquent. Il ressort très nettement de l'esprit de ce nouvel article, qu'on a voulu supprimer, dans une large mesure, les restrictions imposées au droit de l'enfant naturel par certaines dispositions rigoureuses du Code Napoléon; le légataire n'est plus admis, dorénavant, à critiquer les libéralités excessives qui peuvent être faites à l'enfant naturel.

Dans ces conditions, il nous semble que, pour être logique et pour répondre plus exactement à l'esprit du législateur moderne, il faut décider que l'enfant naturel doit être considéré comme un enfant légitime, et que, par conséquent, le chiffre de sa réserve sera fixé conformément aux prescriptions de l'article 913, § 1, d'après lesquelles la quotité disponible ne dépassera pas la *moitié*, le *tiers*, ou le *quart* des biens du disposant, selon que celui-ci aura laissé *un*, *deux*, *trois* ou un plus grand nombre de descendants.

SECTION V

**Réserve de l'enfant naturel en cas de présence
simultanée de frères et sœurs, et d'ascendants
privilégiés.**

Lorsque le défunt a laissé à la fois ses père et mère ou l'un d'eux, et des collatéraux privilégiés en présence d'un légataire universel, comment fixera-t-on la réserve de l'enfant naturel, venant à la succession concurremment avec ces derniers? Selon les auteurs (1), qui préconisent le système d'après lequel il faut se référer à la règle générale contenue dans l'article 913, § 2, lorsque l'enfant naturel est en concours avec des frères et sœurs, et qui admettent en même temps, avec la jurisprudence, que la qualité des héritiers laissés par le *de cujus* doit entrer en ligne de compte dans le calcul de la réserve, on décide que le règlement de la réserve et de la quotité disponible aura toujours lieu dans les conditions déterminées par l'article 913, § 2.

Il nous est juridiquement impossible d'accueillir les résultats de ce système, en présence des solutions que nous avons formulées antérieurement, et, même indépendamment de celles-ci, il nous semble plus

(1) DEFRENOIS, n° 177, p. 58. — MESNARD, n° 174. — COULON, p. 334.

logique de faire, dans notre hypothèse, application pure et simple de l'article 913.

Le problème à résoudre a pour objet la liquidation d'une hérédité entre des héritiers à réserve, et des donataires ou légataires réclamant la quotité disponible. Les frères et sœurs étant, aux yeux du législateur, dépourvus de toute qualité pour revendiquer une portion quelconque de la réserve, nous avons donc à répartir l'actif successoral entre les bénéficiaires des libéralités testamentaires ou entre-vifs, et les héritiers réservataires qui, dans le cas présent, sont les ascendants et l'enfant naturel. Or, comme nous avons un texte qui régit cette dernière situation, pourquoi ne l'appliquerait-on pas à notre espèce, plutôt que d'aller chercher, dans un système compliqué, la solution de la difficulté?

On nous reproche que l'observation stricte de de l'article 913 aura pour conséquence, lorsqu'il n'existera qu'un ascendant, de lui accorder une part héréditaire $\frac{4}{8}$, supérieure à celle qu'il aurait recueillie *ab intestat* $\frac{4}{16}$, résultat inadmissible, contraire au système général du Code.

Si l'on réduit de moitié, conformément au droit commun en matière de succession *ab intestat*, la réserve de l'ascendant, on aboutit à un résultat aussi bizarre, et également contraire aux principes généraux posés par le législateur, c'est que la portion d'hérédité *ab intestat* et la réserve seront de même quotité. En outre, à qui fera-t-on profiter de la réduction ainsi imposée à l'ascendant?

Il importe de faire remarquer à ce sujet, que, lors

de l'élaboration des nouvelles dispositions législatives (1), on a tenté d'élever le chiffre de la réserve attribuée aux ascendants, sans rechercher s'ils existaient dans les deux lignes ou dans une seule; il ressort donc implicitement des travaux préparatoires, qu'on n'a pas voulu permettre une réduction quelconque; ce qu'on a voulu avant tout, c'est réserver *un huitième* à la famille légitime.

On ne saurait, sans violer la pensée du législateur, en faire bénéficier l'enfant naturel, ni les légataire ou donataire, dont la part est limitativement déterminée par l'article 915 : « *Les libéralités par actes entre-vifs et par testaments ne pourront excéder, etc....* »

Il est regrettable que cet article, par sa mauvaise rédaction, laisse place à la controverse; néanmoins, nous croyons que cette disposition ne distingue pas : elle détermine la réserve de l'enfant naturel et des ascendants à l'encontre des bénéficiaires de la quotité disponible, la présence des frères et sœurs importe peu, à notre avis, et ne saurait faire écarter l'application de son texte.

(1) V. *J. Off.*, 22 mars 1893. Doc. parlem., Sénat, p. 230, — et *J. Off.*, 22 juin 1893. Déb. parlem., Sén., p. 659.

SECTION VI

Réserve de l'enfant naturel en présence de frères et sœurs ou descendants d'eux et d'ascendants non privilégiés.

Dans le règlement de l'ordre successoral, les ascendants non privilégiés sont primés par les collatéraux privilégiés; ces derniers leur étant préférés, il y a lieu de rechercher quelle règle sera appliquée pour le calcul de la réserve, lorsque le défunt aura laissé un enfant naturel avec ces divers représentants de la famille légitime. Devra-t-on s'en référer uniquement à l'article 915, qui prend en considération l'existence des ascendants, ou bien ne tenir aucun compte de ces derniers et fixer la réserve, comme s'il n'y avait que des frères et sœurs?

Si les frères et sœurs ou leurs descendants n'ont pas été exclus par l'institution d'un légataire universel, ou par suite d'une renonciation ou d'une déclaration d'indignité, nous pensons que les ascendants ne sauraient rien réclamer, parce que le concours des collatéraux privilégiés leur enlève tout droit héréditaire, et, par conséquent, toute prétention à une réserve quelconque (1). Dans ce cas, nous retombons dans l'hypothèse du concours d'enfant naturel et de frères et sœurs; nous déciderons donc, conformément

(1) *Sic* : DEMOLOMBE, XIX, n° 116 et suiv., Cass., 22 mars 1869. S., 70, 1, 9. — D., 69, 1, 431. — *Contra* : DEMANTE, IV, n° 50.

à nos explications antérieures à ce sujet, que l'enfant naturel pourra revendiquer, dans notre espèce particulière, la même réserve que s'il était légitime.

Si les collatéraux privilégiés ont renoncé ou ont été écartés de la succession comme indignes, il n'y a plus désormais aucun obstacle à ce que les ascendants viennent à l'hérédité, et puissent revendiquer la réserve que leur donne l'article 915 (1). C'est d'après le mode de calcul renfermé dans cette disposition que sera déterminée la réserve revenant aux enfants naturels.

Quid, quand les frères et sœurs auront été simplement écartés par l'institution d'un légataire universel? Il semblerait juste, dans ce cas, qu'on permit aux ascendants non privilégiés de prétendre aux avantages que leur accorde la loi. Toutefois, il faut reconnaître qu'il a été dans la volonté du législateur de n'attribuer aucun droit héréditaire à ces ascendants en face des frères et sœurs; et, par suite, lorsque ces derniers ne sont pas indignes ou renonçants, les ascendants non privilégiés ne sauraient, à moins d'une disposition formelle du *de cujus*, réclamer une portion quelconque de l'hérédité. D'où il suit que, l'enfant naturel étant le seul qui vienne réellement à la succession, nous prélèverons en sa faveur la même réserve que s'il était légitime. Et ce résultat

(1) *Sic* : DEMOLOMBE, *loc. supra cit.* — DEMANTE, *loc. supra cit.* — Montpellier, 19 nov. 1837; D., 58, 2, 25. — Nîmes, 15 fév. 1862; D., 63, 2, 20.

Contra : AUBRY et RAU, VII, § 680, p. 169, texte et n° 10.

n'a rien de contraire à l'esprit résultant des travaux préparatoires de la nouvelle loi, qui nous autorise évidemment à proclamer que l'intérêt de l'enfant naturel devra toujours l'emporter, en présence de représentants non privilégiés de la famille légitime.

SECTION VII

Réserve de l'enfant naturel en présence de collatéraux ordinaires.

Aux termes de l'article 760, l'enfant naturel a droit à la totalité de la succession lorsque le défunt n'a laissé ni descendants, ni ascendants, ni frères et sœurs, ni descendants légitimes de frères et sœurs. En conséquence, il résulte du rapprochement des articles 760 et 913, que la réserve de l'enfant naturel se calcule, dans notre hypothèse, de la même façon que celle d'un enfant légitime. Elle sera donc de *moitié*, des *deux tiers*, ou des *trois quarts*, selon le nombre des descendants laissés par le défunt (1).

(1) Avant la promulgation de la nouvelle loi, il y avait un cas qui présentait quelque difficulté pour réglementer les droits de l'enfant naturel; c'était quand il venait en concours avec des ascendants dans une ligne, et des collatéraux non privilégiés dans l'autre. D'après un premier système, on prélevait, dans la ligne des ascendants d'une part, et dans la ligne des collatéraux d'autre part, une part de réserve calculée d'après la proportion fixée par le législateur en présence de ces divers héritiers, c'est-à-dire la *moitié* et les *trois quarts* de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime.

D'après un deuxième système, qui était plus généralement

Cette réforme est une des modifications les plus importantes apportées par la loi du 25 mars 1896. Tandis que l'ancien article 757 n'accordait à l'enfant naturel que les *trois quarts* du droit d'un enfant légitime, en face de collatéraux ordinaires, le législateur moderne exclut ces derniers de la succession et assimile, dans le cas présent, au point de vue héréditaire, les héritiers naturels et légitimes.

C'est une heureuse innovation qu'a réalisée la loi nouvelle, et qui nous paraît pleinement justifiée ; à la vérité, on ne saurait invoquer, à l'égard des collatéraux ordinaires, comme à l'égard des autres représentants de la famille légitime, la dignité du mariage et les intérêts de la légitimité. Au contraire, les liens du sang, la présomption d'affection militent tellement en faveur de l'enfant naturel, qu'on conçoit parfaitement qu'il puisse écarter des parents « *souvent inconnus du de cujus et ignorant eux-mêmes leur généalogie* » (1).

adopté, comme étant le plus conforme au texte et à l'esprit du Code, on déterminait les droits de l'enfant naturel indépendamment de la division qui pouvait s'opérer entre les lignes paternelle et maternelle, en ne tenant compte que de l'existence des ascendants. (AUBRY et RAU, VI, n° 609, p. 329. — LAURENT, t. IX, n° 123. — DEMOLOMBE, *Succ.*, II, n° 176, et *Donat.*, II, n° 158. — Bordeaux, 5 mai 1856; S., 56, 2, 673. — Cass., 29 juin 1857; P., 58, 373.)

(1) V. Rapport Dauphin, *J. Off.*, Doc. parlement., Sénat 1895, p. 15.

SECTION VIII

Réserve de l'enfant naturel en présence du conjoint survivant.

§ 1. — L'ENFANT NATUREL A ÉTÉ RECONNU PENDANT LE MARIAGE.

Aux termes de l'article 337 du Code civil, la reconnaissance de l'enfant illégitime, intervenue pendant le mariage, ne saurait préjudicier en aucune façon aux droits du conjoint. Cette dérogation au droit commun, en ce qui concerne l'enfant naturel tardivement reconnu, recevra son application, toutes les fois que l'exercice des droits de ce dernier viendra léser les intérêts de l'époux survivant.

Ainsi, dans les cas très rares où, à défaut de successibles, le conjoint serait appelé à recueillir *ab intestat* l'hérédité tout entière, le descendant naturel, dont la filiation aura été établie au cours du mariage, ne sera jamais admis à formuler une prétention quelconque relativement à sa réserve.

Mais, lorsqu'il existera des collatéraux exclus par l'enfant naturel, ce qui pourra se présenter fréquemment sous l'empire des nouvelles dispositions, le conjoint ne serait pas fondé à invoquer la disposition exceptionnelle de l'article 337, pour écarter

complètement l'enfant naturel, puisque, à défaut de celui-ci, il eût été en concours avec des héritiers légitimes, et dans l'un comme dans l'autre cas, ses droits sont de la *moitié en usufruit* (article 767). En conséquence, dans cette hypothèse spéciale, l'enfant naturel aura droit à la même réserve que s'il avait été légitime; seulement, cette réserve pourra se trouver partiellement grevée par le prélèvement de l'usufruit du conjoint, lequel usufruit s'exercera intégralement sur la moitié de la succession. Toutefois, si dans la postérité naturelle du défunt, quelques descendants seuls ont été reconnus au cours du mariage, c'est exclusivement sur la réserve de ces derniers que portera l'usufruit de l'époux survivant, excédant le disponible.

L'enfant naturel sera encore soumis à la sévère prohibition de l'article 337, lorsque des libéralités, consenties au conjoint dans le contrat de mariage, auront pour effet d'entamer sa réserve héréditaire; ces avantages matrimoniaux, dont l'époux est bénéficiaire, sont conservés intacts à ce dernier, la disposition précitée le garantissant contre tout préjudice pouvant résulter d'une reconnaissance tardive.

Quid, à l'égard des donations faites au conjoint pendant le mariage ou des legs consentis en sa faveur? Quoique les motifs, qui ont dicté au législateur les prescriptions de l'article 337, n'aient pas lieu d'exister dans cette hypothèse, nous n'en sommes pas moins porté à croire que la stricte interprétation de ce texte, pris au pied de la lettre, nous en impose ici l'application à l'enfant naturel, qui

pourra voir ses droits annihilés par suite des libéralités dont le conjoint aura été l'objet (1).

Si, en raison d'une reconnaissance tardive, l'époux survivant était frustré d'une partie des avantages à lui faits durant le mariage, par l'exercice du droit de réserve de l'enfant naturel, pourrait-on soutenir ensuite que les droits de cet époux ne sont pas lésés, que la reconnaissance ne lui cause pas préjudice? Aussi, nous pensons, malgré l'opinion contraire de savants commentateurs du Code civil (2), que l'article 337 doit protéger aussi bien le conjoint légataire, ou donataire depuis le mariage, que le conjoint se présentant en qualité de donataire en vertu du contrat de mariage, ou de successeur *ab intestat*.

Il nous reste à dire un mot touchant la partie finale de l'article 337, laquelle dispose que la reconnaissance produira tous ses effets après la dissolution du mariage, s'il n'en reste pas d'enfants. Il y a une contradiction évidente entre la fin et le commencement du texte : d'après la première partie, la reconnaissance ne pourra nuire à l'époux, et, d'après la seconde, elle produira tous ses effets après la dissolution sans enfants. Au lieu de prêter au législateur une disposition contradictoire, nous préférons lui imputer une erreur de rédaction, et nous croyons qu'il faut s'en

(1) *Sic* : LAURENT, t. IV, n° 482. — LABBÉ, S., 79, 1, 337. — BEUDANT, D, 78, 1, 401. — DURANTON, t. III, n° 333. — Nîmes, 1^{er} juillet 1873; S., 79, 1, 339.

(2) DEMOLOMBE : *Paternité et filiation*, n° 476, et AUBRY et RAY, t. VI, p. 184, § 568. — ZACCHARIÆ, t. IV, p. 63. — MARCADÉ, t. II, art. 337.

tenir exclusivement à la première partie du texte, qui nous semble être la seule principale et la seule à prendre en considération. Et, en effet, si l'on observe littéralement cette partie finale de l'article 337, il est aisé de remarquer que la protection accordée à l'époux est désormais illusoire, car tous les droits que ce dernier est appelé à exercer sur le patrimoine de son conjoint décédé, — qu'il les tienne du contrat de mariage, d'un acte postérieur ou de la loi, — s'ouvrent tous également après la dissolution du mariage. C'est pourquoi nous nous refusons à tenir compte de la disposition finale de l'article 337, et nous autorisons toujours le conjoint à se prévaloir de la tardiveté d'une reconnaissance, qui porterait atteinte à ses droits, quelle que soit l'époque à laquelle ceux-ci aient pu prendre naissance (1).

§ II. — DE LA QUOTITÉ DISPONIBLE AU PROFIT
DU CONJOINT SURVIVANT.

Même en dehors de l'article 337, le conjoint se trouve dans une situation spéciale au regard de l'enfant naturel lorsqu'il a été gratifié, par son époux, de la quotité disponible. La loi, ayant établi dans l'article 1094 une quotité disponible toute particulière entre époux, la question se pose de savoir s'il faudra appliquer cette disposition aux enfants naturels, ou

(1) *Sic* : DEMOLOMBE, *Patern. et fil.*, n° 475. — AUBRY et RAU, VI, p. 184, § 568, *quater*, texte et note 7. — LAURENT, IV, n° 132. — V. aussi Cass., 28 mai 1878; S., 79, 1, 337; D., 78, 1, 401.

bien si l'on devra s'en tenir exclusivement aux règles du droit commun contenues dans les articles 913 et 915.

D'après le paragraphe premier de l'article 1094, « *l'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait pas d'enfants, ni de descendants, disposer en faveur de l'autre époux en propriété de tout ce dont il pourrait disposer au profit d'un étranger et, en outre, de l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des héritiers* ».

Bien que le législateur n'ait eu aucunement en vue, lorsqu'il rédigeait l'article 1094, l'hypothèse où le défunt laisse des enfants naturels, il n'est pas douteux que ces derniers ne sont pas compris dans les « *héritiers* » visés par le texte précité. Ces héritiers, dont la réserve peut être grevée de l'usufruit du conjoint sont exclusivement les ascendants ; cela résulte évidemment des travaux préparatoires du Code civil, et de l'intention du législateur de 1896, qui n'a certainement pas voulu permettre à l'époux de priver l'enfant naturel de l'usufruit de sa réserve, au profit du conjoint.

Quant au deuxième paragraphe de l'article 1094, qui fixe une quotité disponible invariable entre époux, c'est un point plus discutable que de savoir si l'on devra l'appliquer à l'enfant naturel, ou si, au contraire, il faudra traiter l'époux donataire ou légataire comme un simple étranger. L'intérêt de la question est assez saillant pour mériter d'arrêter notre attention.

« Et pour le cas, dit ce texte, où l'époux donateur
« laisserait des enfants ou descendants, il pourra
« donner à l'autre époux, ou un quart en propriété et
« un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses
« biens en usufruit seulement ».

Par conséquent, la réserve attribuée aux descendants naturels sera d'une quotité différente, selon qu'on accordera à l'époux gratifié le *disponible spécial* (article 1094, § 2), ou bien le *disponible ordinaire* (articles 913 et 915).

D'abord, il n'est plus contestable aujourd'hui, et la jurisprudence le déclare hautement dans les considérants d'un arrêt du 12 juin 1866 (1), que l'article 1094 n'a été écrit qu'en vue de réglementer la quotité disponible au cas de *descendance légitime* : « En fixant
« la quotité disponible entre époux d'une manière
« absolue et sans égard au nombre des enfants, le législateur a voulu dégager les époux de toute préoccupation d'intérêt personnel, et favoriser ainsi la fécondité du mariage; ce serait méconnaître sa pensée que
« d'étendre à l'enfant naturel le bénéfice d'une disposition inspirée par un pareil motif ».

Ce premier point acquis, nous croyons utile de mettre en relief une idée qui nous paraît ressortir évidemment de l'examen des textes nouveaux. Le droit de réserve, auquel peut prétendre l'enfant naturel dans la succession de ses père ou mère qui l'ont reconnu, a été fixé d'une manière précise par le

(1) Cass., Req., 12 juin 1866; D., P., 66, 1, 484. — Grenoble, 7 mai 1879; D., P., 80, 2, 236.

législateur de 1896; ce droit est renfermé dans une limite déterminée qui ne saurait être dépassée ou restreinte. Cette limite, sous peine de violer le texte de la loi, doit rester absolument intacte, soit que la portion d'hérédité disponible advienne à l'époux survivant, soit qu'elle passe à un étranger.

Il importe, enfin, de faire observer que la logique nous oblige à suivre, dans toutes ses déductions, le principe que nous allons poser; qu'il réside dans l'article 1094, § 2, ou bien dans les articles 913 et 915, il faudra en admettre sans restrictions toutes ses conséquences. Et, par là même, nous rejetons, dès maintenant, tout système intermédiaire qui tendrait à appliquer l'article 1094, § 2, lorsqu'il est préjudiciable aux enfants naturels, c'est-à-dire lorsqu'ils sont plus de deux, et à leur refuser le bénéfice de cette disposition lorsqu'elle leur serait favorable.

Ces considérations présentées, il nous semble qu'il est de saine interprétation juridique de décider, devant le mutisme du législateur moderne sur ce point, que l'article 1094, § 2, doit être complètement écarté, et qu'il faut s'en référer purement et simplement aux articles 913 et 915 qui règlent la réserve de l'enfant naturel.

Il résulte des travaux préparatoires que la loi nouvelle a entendu s'en rapporter aux résultats consacrés par la jurisprudence; or celle-ci, contrairement à l'opinion de M. Laurent, reproduite dans un jugement du tribunal civil de Villefranche, du 6 août 1864 (1),

(1) LAURENT, t. XV, n° 361; D., P., 66, 1, 484.

a refusé à l'enfant naturel le droit de se prévaloir de l'article 1094, § 2, dont l'application aurait eu pour effet de réduire les droits du conjoint à une quotité inférieure à celle du droit commun (1). Cette règle ne comporte pas de distinction, elle doit être admise même dans les cas où le disponible spécial, (art. 1094, § 2), se trouvera plus élevé que le disponible ordinaire (art. 913 et 915), ce qui arrivera, par exemple, lorsque par suite du nombre des enfants naturels, cette quotité disponible ordinaire se chiffrera au *tiers* ou au *quart* de la succession (2).

A l'objection de ceux qui avancent que le conjoint ne saurait être moins bien traité en face d'enfants naturels qu'en présence de descendants légitimes, nous répondrons qu'il nous est impossible de partager le système qui consisterait à appliquer l'article 1094, quand il serait préjudiciable aux enfants naturels, et à l'écarter, quand il leur serait favorable ; il y aurait là une contradiction juridique et une violation de l'équité, auxquelles ne sauraient échapper ceux qui combattent notre opinion.

Et notre solution nous paraît d'autant plus acceptable, que celui qui s'est marié avec une personne ayant un ou plusieurs enfants naturels, n'a pas lieu d'être surpris des limitations que peut apporter à ses droits la présence de ces enfants nés hors mariage. Le conjoint, légataire ou donataire, serait également mal venu à se plaindre des conséquences de notre

(1) V. arrêt précité.

(2) *Contra* : CAMPISTRON, n° 132 et suiv.

théorie ; il recevra le *tiers*, le *quart* de la succession, c'est-à-dire au moins une part d'enfant ; sa situation est donc au moins égale à celle que lui fait, en présence d'enfants issus d'un premier lit, l'article 1098 qui fixe la quotité disponible entre époux à une part d'enfant le moins prenant. C'est dans ce même article 1098, que M. Demolombe (1) a cru trouver la solution du problème que nous venons d'examiner ; assimilant le descendant naturel à un enfant légitime issu d'un premier lit, il accorde au conjoint bénéficiaire de la quotité disponible une part d'enfant le moins prenant. Malgré la grande autorité de ce jurisconsulte, nous pensons que son système d'interprétation doit être rejeté. L'article 1098, tout comme l'article 1094, entre lesquels il existe une corrélation étroite, n'a été édicté qu'en vue de la *descendance légitime* ; cela résulte expressément des termes de cette disposition ; ce serait donc méconnaître absolument la volonté des rédacteurs du Code, que d'étendre aux enfants naturels un texte écrit spécialement pour les descendants légitimes.

En résumé, lorsque des enfants naturels seront appelés au partage d'une succession concurremment avec un époux donataire ou légataire, nous estimons que leur réserve doit demeurer intacte, telle qu'elle est déterminée par les art. 913 et 915, et qu'on ne peut la restreindre par application de l'article 1094, § 2.

Cette dernière disposition redeviendra applicable si, avec les enfants naturels, se présentent des des-

(1) DEMOLOMBE, t. XXIII, n° 587.

cendants légitimes. Et alors, le disponible spécial, revenant au conjoint sera, suivant le nombre des réservataires, tantôt plus faible, tantôt plus élevé que le disponible ordinaire ; dans ce dernier cas, la réserve des héritiers légitimes et naturels sera grevée proportionnellement par la portion d'usufruit de l'époux, excédant la quotité disponible de droit commun.

APPENDICE

Droits des descendants légitimes de l'enfant naturel sur la succession des père et mère de leur auteur.

SECTION I

Les descendants de l'enfant naturel ont-ils droit à une réserve ?

Notre législation reconnaît une vocation héréditaire aux descendants de l'enfant naturel, lorsque celui-ci viendra à décéder avant ses auteurs. Le nouvel article 913, § 3, reproduisant exactement sur ce point l'ancien article 914, consacre formellement cette idée : « *Sont compris sous le nom d'enfants les descendants en quelque degré que ce soit.* »

Il est incontestable que le mot « *descendants* » ne comprend exclusivement que les enfants légitimes ou légitimés de l'enfant naturel (1). On ne saurait argumenter de la généralité des termes de la dispo-

(1) *Sic* : DEMOLOMBE, XIV, n° 88. — MARCADÉ, 759, n° 1. — AUBRY et RAU, VI, § 605, p. 330, n° 17. — LAURENT, IX, n° 128. — BAUDRY et WAHL, 1, 663.

sition précitée, pour y faire rentrer les descendants naturels ; ce serait reconnaître à ceux-ci un droit sur les biens des parents de leur père ou de leur mère, et on aboutirait ainsi à violer manifestement l'art. 757 (modifié), qui exclut formellement les enfants illégitimes de la succession des parents de leur auteur.

Ce droit héréditaire que le législateur consacre au profit des descendants légitimes de l'enfant naturel, s'exercera sans qu'il y ait lieu de distinguer si ceux-ci viennent à la succession de leur chef ou par représentation. Certains auteurs (1), s'en tenant strictement aux termes de l'ancien article 759 remplacé par le nouvel article 761 : « *En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer, etc.....* », ont prétendu que ces derniers ne pouvaient venir à la succession des parents de leur auteur que dans l'hypothèse prévue par cet article 761, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient être appelés que par « *représentation* ». Et par suite, lorsque l'enfant naturel viendra à perdre ses droits à l'hérédité pour cause de *renonciation* ou d'*indignité*, ses descendants ne pourront en revendiquer l'exercice de leur chef, et la réserve devra leur être refusée.

La loi nouvelle n'ayant pas tranché la difficulté, nous nous rangerons à l'avis de la majorité des auteurs (2), qui reconnaissent aux enfants légitimes

(1) MARCADÉ, art. 759, 2. — LAURENT, IX, n° 127. — CAMPISTRON, n° 34 et 35.

(2) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 86. — AUBRY et RAU, t. VI, § 605, p. 331. — DEMANTE, III, n° 78 bis. — BEAUDRY-LACANTINERIE et WHAL, I, 661 et 662.

de l'enfant naturel le droit de succéder de leur chef, pour recueillir la réserve qui serait revenue à leur auteur indigne ou renonçant. Cette solution, tout en respectant le principe d'après lequel le droit de succéder par représentation, suppose chez le successible l'aptitude personnelle à devenir héritier du *de cuius*, à se présenter à la succession de son propre chef, nous paraît plus conforme à l'intention du législateur ; celui-ci, en effet, en envisageant le *prédécess*, a prévu le fait le plus normal, le plus ordinaire qui donne lieu à l'ouverture de la succession de l'aïeul ; et, en réglementant cette situation, il n'a fait que statuer sur le « *de eo quod plerumque fit* ». Cette opinion a le mérite également d'être en harmonie avec l'esprit de la loi nouvelle ; le législateur moderne a proclamé l'identité de nature relativement aux droits héréditaires des enfants naturels et légitimes ; il est logique de conclure à la même identité, en ce qui concerne l'exercice de ces mêmes droits ; en conséquence, les petits-enfants d'un aïeul naturel, comme ceux d'un aïeul légitime, viendront à sa succession, soit de leur chef, soit par représentation, et, comme tels, pourront réclamer la portion d'hérédité qui aurait été réservée à leur auteur prédécédé, indigne ou renonçant.

SECTION II

Quotité de la réserve des descendants de l'enfant naturel.

La quotité de la réserve, accordée aux descendants *légitimes* ou *légitimés* de l'enfant naturel dans la succession des parents de leur auteur, est réglée par la partie finale de l'article 913, § 3, ainsi conçue : « *Néanmoins, ils (les descendants) ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant* ».

Il est évident que tous les descendants d'un même enfant naturel ne comptent que pour un enfant, lorsqu'ils succèdent par représentation ; à eux tous, ils ne pourront revendiquer que la réserve qui serait revenue à leur père.

Mais où la difficulté naît dans l'application du texte, c'est au cas où les petits-enfants viennent de leur *chef* à la succession de leur aïeul. Adoptera-t-on le même mode de calcul qu'au cas de représentation, ou bien devra-t-on fixer la réserve, abstraction faite des souches et des branches, d'après le nombre des petits-enfants, en considérant qu'en pareille hypothèse, « *l'aïeul devient le père de ses petits-enfants* (1) ».

L'article 913, § 3 (ancien article 914), disent les partisans de cette théorie, renferme deux dispositions

(1) Sic : LEVASSEUR, *De la portion disponible*, n° 39. — HÉAN, *Revue de droit français*, 1866, t. XX, p. 211.

distinctes : la première attribue le droit de réserve aux petits-enfants et descendants plus éloignés aussi bien qu'aux enfants, la seconde décide que les petits-enfants ne sont comptés que pour une tête, celle de leur auteur, mais seulement lorsqu'ils le représentent dans la succession du disposant. Par conséquent, lorsque les petits-enfants viennent à la succession de leur chef, sans le secours de la représentation, c'est d'après leur nombre, et non d'après celui des souches, que doit être fixé le montant de la réserve.

Cette distinction subtile nous paraît méconnaître absolument le texte même de l'art. 913, § 3; les deux dispositions qu'il renferme sont liées étroitement par le mot *néanmoins*, de telle sorte qu'il est impossible de les interpréter séparément. La première proclame le droit à la réserve de tous les petits-enfants, sans distinguer entre ceux qui viennent à la succession de leur chef et ceux qui viennent par représentation; la seconde, par sa corrélation avec la première, s'applique donc à tous les descendants appelés à la réserve par celle-ci, et ne saurait être restreinte au cas de représentation proprement dite; sinon, la logique nous forcerait, les deux dispositions se référant aux mêmes personnes, se rapportant aux mêmes cas, à formuler pour la première la même restriction que pour la seconde; on aboutirait alors à cette inconséquence, que les petits-enfants auraient une réserve dans le cas où ils viendraient à la succession par représentation de leur père, et ne pourraient en avoir aucune lorsqu'ils succéderaient de leur chef.

La distinction proposée viole également un prin-

cipe, qui se dégage évidemment de certains articles du Code civil : toutes les fois que la loi veut distinguer les deux manières de recueillir une succession, de son chef, ou par le moyen de la représentation, elle oppose avec un soin tout particulier les descendants « *venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation* » à ceux qui ne viennent « *que par représentation* ». Or, les deux phrases contenues dans le troisième paragraphe de l'article 913 ne renferment aucune opposition, aucune distinction, l'une et l'autre s'appliquent à tous les descendants qui succèdent à défaut d'enfants et, par suite, c'est d'une manière tout à fait générale qu'il faut interpréter le texte qui décide que les petits-enfants ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent.

Si on admettait les petits-enfants à succéder par tête, on en arriverait à cette conséquence bizarre que trois petits-enfants, issus d'un seul fils prédécédé, auraient une réserve plus considérable que six petits-enfants, issus de deux fils également prédécédés. En outre, elle a le grave inconvénient de laisser la porte ouverte à la fraude : un enfant unique du premier degré, qui aurait plusieurs enfants, pourra renoncer dans la seule intention de faire augmenter le montant de la réserve de ses descendants.

S'il avait été dans la pensée du législateur de donner aux mots « *qu'ils représentent* » la signification juridique qu'il attribue à la *représentation*, telle qu'elle est déterminée par les articles 739 et suivants, on serait amené rationnellement à décider que, dans le cas où les petits-enfants sont appelés de

leur chef, ils ne devraient prétendre à aucune réserve légale, ce qui serait manifestement contraire au vœu de la loi.

Il est donc bien entendu que les mots « *qu'ils représentent* » de l'article 913, ne doivent pas être pris dans leur sens exclusivement juridique, tel qu'il résulte de l'article 739, mais dans leur acception courante et ordinaire, comme synonymes de « *qu'ils remplacent* ».

En conséquence, les descendants d'un enfant naturel, à quelque titre qu'ils succèdent, étant toujours la continuation ou la représentation de leur auteur, ne sauraient revendiquer plus de droits que celui-ci et, comme tels, ne pourront réclamer que la réserve qui lui aurait été accordée. C'est le système qui a été suivi en doctrine et en jurisprudence (1).

(1) LAURENT, XII, 150. — AUBRY et RAU, t. VII, p. 172, § 681. DEMOLOMBE, *Donations*, t. II, n° 77. — BAUDRY et COLIN, *Donations*, t. I, n° 704. — *Pandectes françaises*, Rép., *Donat. et Testam.*, n° 2366 et suiv. — RONDELET, p. 46 et suiv. — Rouen, 12 fév. 1887; D., 89, 1, 181. — S., 88, 2, 42.

DISPOSITION TRANSITOIRE

La loi du 23 mars 1896, ayant apporté de notables modifications au régime successoral du Code Napoléon en ce qui concerne la quotité de la réserve attribuée à l'enfant naturel, il s'agissait de régler la situation de ce dernier, lorsque, reconnu antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle, ses droits héréditaires s'ouvrent seulement à une époque postérieure. Cette hypothèse spéciale a été résolue par l'article 9 de la présente loi, qui, dans son second paragraphe, décide que la quotité nouvelle sera applicable à toutes les libéralités faites antérieurement à sa promulgation.

Les actes de libéralités, passés sous l'empire des dispositions du Code civil, et respectant la réserve accordée aux enfants naturels sous cette législation, pouvaient porter atteinte, par suite de l'augmentation de quotité consacrée par le législateur moderne, à la portion indisponible désormais établie par celui-ci.

La solution, édictée par le deuxième paragraphe de l'article 9, s'imposait en ce qui touche les libéralités testamentaires. En effet, jusqu'à l'ouverture de la succession, les bénéficiaires n'ont aucun droit acquis aux avantages à eux concédés par le *de cujus*,

celui-ci restant toujours le maître, jusqu'à son décès, de les révoquer ou de les conserver; cette simple espérance des légataires n'était pas de nature à entraver le droit de réduction, et le législateur a été sagement inspiré en pensant ainsi.

Mais devait-il en être de même relativement aux donations entre-vifs ou institutions contractuelles, faisant naître sur la tête du bénéficiaire un droit irrévocable, et consenties antérieurement à la loi de 1896 ? En se conformant au principe admis par la jurisprudence (1), qui semble décider, qu'en pareille matière, pour déterminer la quotité disponible, il faut s'attacher à la loi en vigueur au moment du contrat, les auteurs de la loi nouvelle auraient dû mettre ces libéralités à l'abri de toute atteinte, si, d'après les règles existant au moment où elles ont été faites, elles n'avaient pas entamé la réserve de l'enfant naturel.

Un sénateur, M. Franck-Chauveau, essaya de faire triompher cette idée au Parlement, et, à cet effet, il déposa un amendement, qui, respectueux du principe de la non-rétroactivité des lois, tendait à prohiber toute réduction des libéralités entre vifs ou institutions contractuelles, antérieures à la loi de 1896 (2). Le Sénat, conformément à l'avis de sa Commission, trancha formellement la question en décidant que, dans tous les cas où il s'agirait du calcul de la réserve

(1) Req., 17 avril 1834. — DALLOZ, Rép., v. *Dispositions*, n° 602.

(2) *J. Off.*, 22 juin 1893. Déb. parlem., Sén., p. 661 — et *J. Off.*, 28 juin 1893. Déb. parlem., Sén., p. 683 et suiv.

de l'enfant naturel, ce calcul aurait lieu suivant les dispositions contenues dans les nouveaux textes, sans se préoccuper de la date des libéralités qui auraient pu être faites par le défunt.

Cette solution adoptée par le Sénat et qui constitue le second paragraphe de l'article 9, a le mérite incontestable de ne pas retarder plus longtemps l'application de mesures édictées uniquement en faveur des enfants naturels, et l'avantage appréciable de fixer une législation uniforme ; mais elle ne saurait échapper au grave reproche de violer le principe de la non-rétroactivité des lois (1).

Quant aux successions ouvertes, mais non encore liquidées au moment de la promulgation, elles restent soumises aux anciennes prescriptions du Code civil ; il est de principe, en effet, que les droits des héritiers doivent être réglés d'après la loi existante au moment de l'ouverture de la succession. Le projet voté par la Chambre des députés mentionnait expressément que les dispositions de la nouvelle loi ne s'appliqueraient qu'aux successions ouvertes postérieurement à la promulgation.

Cette partie du projet fut supprimée avec raison par le Sénat, car elle n'était que l'expression d'une règle de droit commun en matière successorale.

Il nous reste enfin à examiner, relativement à la

(1) Pour laisser ce principe intact et éviter toute controverse, M. H. Coulon avait proposé de n'accorder le bénéfice des nouvelles dispositions qu'aux enfants *nés* depuis la promulgation de la loi. (H. COULON, *De la Condition des enfants naturels reconnus*, p. 19.)

disposition transitoire qui nous occupe, une dernière question soulevée par l'application du premier paragraphe de l'article 9. Ce nouveau texte, reproduisant l'ancien article 761, dispose que toute réclamation est interdite à l'enfant naturel, lorsqu'il aura reçu, du vivant de ses père et mère, avant la date de la promulgation de la présente loi, la moitié de sa part héréditaire fixée, d'après les nouvelles dispositions, avec déclaration expresse de la part du donateur que son intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qui lui a été assignée (1). Il est permis de se demander si, dans le cas où cette moitié serait inférieure au montant de sa réserve, l'enfant naturel ne pourrait pas réclamer la différence.

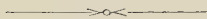
La loi de 1896 l'ayant proclamé « *héritier* » et comme tel, lui reconnaissant le bénéfice et l'exercice de tous les droits attachés à ce titre, n'aurait-il pas qualité pour agir en réduction et obtenir sa réserve pleine et entière ?

La formule contenue dans la première partie de l'article 9, « *toute réclamation est interdite* », nous paraît trop restrictive pour autoriser l'enfant naturel

(1) « *L'acte passé par le père ou la mère est valable, faisait observer, au nom de la Commission du Sénat, le rapporteur, M. Dauphin, parce qu'il a eu lieu dans la plénitude de leur droit, avec un double caractère d'irrévocabilité et de dessaisissement.* » (Rapport de M. Dauphin, le 24 janvier 1895. *J. Off.*, 27 avril, Doc. parlem., 1895, ann. n° 8, p. 3.)

N'y a-t-il pas lieu de s'étonner que les conventions prévues au paragraphe 2 de l'article 9, et présentant ce même double caractère « *d'irrévocabilité et de dessaisissement* », soient soumises à l'empire de la loi nouvelle ?

à revendiquer toute sa réserve. En pareille hypothèse, un seul droit lui est accordé : c'est, au cas de donation insuffisante, celui de réclamer, conformément à notre article 9, § 4, la différence entre le montant de la donation et la moitié de sa part héréditaire *ab intestat*.



CONCLUSION

Des diverses constatations que nous avons faites au cours de notre étude, il ressort que la loi civile a posé des bornes déterminées à la faculté qu'elle reconnaît à l'homme de disposer de son patrimoine, et qu'elle a voulu réagir, dans un esprit de justice et d'équité, contre la volonté des parents qui auraient été assez oublieux de leur devoir, pour écarter de leur succession ceux auxquels ils ne sont rattachés que par des liens de filiation naturelle. Cette obligation d'assurer l'existence à ceux auxquels nous l'avons donnée, trouve sa source dans un sentiment profond et impérieux de la nature humaine ; et, le droit positif, en la sanctionnant, n'a fait que se conformer à la loi naturelle. La réserve, au profit des enfants naturels, nous apparaît donc comme une institution qu'il faut se féliciter de voir figurer dans notre Code, depuis la loi du 25 mars 1896.

Le seul point qui doive maintenant retenir notre attention est de rechercher si, au point de vue qui nous intéresse, la réforme réalisée par le législateur moderne échappe à toute critique ; si, en un mot, le

problème des droits de l'enfant naturel n'est pas susceptible de recevoir une meilleure solution.

Et, d'abord, n'y a-t-il pas quelque légitimité de s'étonner de la façon toute particulière dont les auteurs de la nouvelle loi résolvent les questions controversées, et qui consiste à s'en tenir exclusivement « *aux résultats acquis* (1) ». Cette abstention, de la part d'hommes d'une compétence juridique indiscutable, nous paraît fâcheuse, et ils eussent été mieux avisés, selon nous, en tranchant, par des textes nets et précis, les difficultés qui divisent la doctrine et la jurisprudence.

En dehors de ce reproche de négligence, il est un point spécial de l'œuvre législative de 1896, qui nous semble prêter plus particulièrement à la critique, c'est le maintien pur et simple, dans notre Code, de l'article 337. A notre sens, cette disposition aboutit à des résultats non seulement bizarres, mais injustes et rigoureux, et, dans une réforme toute favorable aux enfants naturels, elle était appelée à disparaître et à être remplacée par un texte plus équitable. Dans des situations presque identiques, où l'on trouve les mêmes motifs d'appliquer la sévère prescription contenue dans l'article 337, nous constatons que les droits de l'enfant naturel, sont tantôt entièrement sacrifiés en raison de ce texte, tantôt utilement exercés à l'encontre des droits mêmes protégés par cette disposition. N'aurait-il pas été plus rationnel, au moment de la confection de la loi de 1896, au

(1) *J. Off.*, Doc. parlem., Sén., 1895, p. 5.

moment où nos législateurs s'efforçaient de rendre meilleure la condition juridique des enfants naturels, de prévoir le cas spécial où le conjoint survivant serait en présence d'un enfant naturel reconnu pendant le mariage, et d'insérer une disposition qui aurait concilié équitablement les intérêts de chacun d'eux? Il n'y a rien qui puisse justifier l'anéantissement complet des intérêts de l'enfant naturel, et en les faisant revivre tout en les réglémentant d'une façon particulière, la loi nous paraîtrait plus logique dans ses résultats, et ses prescriptions auraient une base plus morale.

Ceci dit, nous oserons même aller plus loin, et proclamer que les dispositions renfermées dans la loi nouvelle ne sont pas l'expression de la vérité législative.

Étant donné que le législateur de 1896 a admis, en principe, que le droit de l'enfant naturel est de même nature que celui de l'enfant légitime, que l'un et l'autre résultent des liens du sang et de l'affection présumée du *de cujus*, le système de la loi nouvelle aurait dû logiquement réaliser une réforme radicale, c'est-à-dire ne laisser aucune différence entre les enfants naturels et légitimes, relativement à la quotité de leur droit héréditaire. Cette assimilation au point de vue successoral, en harmonie parfaite avec le droit naturel, ne méconnaîtrait nullement le grand principe qui a servi de fondement aux règles du Code sur la dévolution des successions, l'affection présumée du *de cujus*. Un père ou une mère ont-ils nécessairement, parce que leur enfant est naturel,

une affection pour lui deux ou trois fois moins grande que s'il était légitime?

Quant à la dignité du mariage et aux intérêts sacrés de la famille légitime, ils nous paraîtraient suffisamment respectés en n'établissant cette assimilation que vis-à-vis des père et mère qui ont reconnu leurs descendants naturels. Ceux-ci resteraient exclus de la famille de leurs auteurs, les enfants adultérins et incestueux ne pourraient réclamer le bénéfice des nouvelles dispositions : n'y aurait-il pas là des mesures de sauvegarde, capables d'assurer le maintien des institutions vitales de la société?

C'est dans cet ordre d'idées qu'avait été rédigé le projet primitivement déposé par MM. Letellier, Jullien et Rivet, qui accordaient à l'enfant naturel la même part héréditaire qu'aux descendants légitimes.

Cette extension complète des droits de l'enfant naturel n'a pas été consacrée par la législation nouvelle; mais il résulte des discussions soulevées et des votes émis à cet égard, que la réforme actuelle n'est qu'une œuvre de transaction (1), et que, dans un avenir peut-être assez prochain, le Parlement sera disposé à prendre en considération les projets tendant à l'égalité des droits héréditaires de l'enfant légitime et de l'enfant naturel. Les idées qui avaient cours lors de la rédaction du Code Napoléon ne sont plus, sur bien des points, celles de notre temps, et le législateur, s'inspirant des tendances de l'esprit moderne,

(1) *J. Off.*, 18 février 1896, Doc. parlem., Sénat., 1896, p. 23, ann. 1750.

pour introduire depuis plusieurs années, dans notre vieux corps de droit civil, plus d'humanité, plus de respect pour les droits de l'individu, nous ne serions nullement surpris de le voir réaliser, bientôt peut-être, « *l'œuvre de justice et d'égalité la plus complète qui se produirait depuis la Révolution* (1) ».

(1) V. Discours de M. Demole; *J. Off.*, 18 avril, Doc. parlam., Sén. 1894, ann. 20, p. 64.

VU :

P. LOUIS-LUCAS.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 29 mai 1899.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	IX
Texte de la loi du 25 mars 1896, relative aux droits des enfants naturels reconnus dans la succession de leurs père et mère	XV
Tableau comparatif indiquant les modifications apportées au texte du Code civil par la loi du 25 mars 1896	XXI

CHAPITRE PREMIER

Législation antérieure à 1896. — Nouveaux principes.

SECTION I

Système du Code civil.....	1
----------------------------	---

SECTION II

Principe de la réserve consacré par le nouvel article 913, § 2	6
--	---

CHAPITRE DEUXIÈME

Conditions d'exercice du droit de réserve.

SECTION I

Nécessité d'une reconnaissance	8
--------------------------------------	---

SECTION II

Effet de la reconnaissance intervenue au cours du mariage (art. 337 du Code civil)	12
--	----

CHAPITRE TROISIÈME

Assiette de la réserve de l'enfant naturel reconnu

SECTION I

Sur quels biens s'effectuera le prélèvement de la réserve...	17
--	----

CHAPITRE QUATRIÈME

Quotité de la réserve.

SECTION I

Base d'évaluation	21
-------------------------	----

SECTION II

Réserve de l'enfant naturel en concours avec des descendants légitimes.....	25
§ I. — Quantum de la réserve	25
§ II. — Sur quelle partie de l'hérédité doit s'imputer la réserve.....	34
§ III. — Concours de l'enfant naturel avec des petits-enfants légitimes.....	42
§ IV. — L'enfant naturel, en concours avec des descendants légitimes, a été reconnu pendant le mariage	43

SECTION III

Réserve de l'enfant naturel en concours avec des ascendants	47
---	----

SECTION IV

Réserve de l'enfant naturel en présence de frères et sœurs ou descendants d'eux	50
§ II. — Concours de l'enfant naturel avec ces héritiers.	50
§ II. — Réserve de l'enfant naturel au cas où les frères et sœurs sont écartés par l'institution d'un légataire universel	55

SECTION V

Réserve de l'enfant naturel en cas de présence simultanée de frères et sœurs et d'ascendants privilégiés.....	60
---	----

SECTION VI

Réserve de l'enfant naturel en présence de frères et sœurs et d'ascendants non privilégiés.....	63
---	----

SECTION VII

Réserve de l'enfant naturel en présence de collatéraux ordinaires	65
---	----

SECTION VIII

Réserve de l'enfant naturel en présence du conjoint survivant.....	67
§ I. — L'enfant naturel a été reconnu pendant le mariage	67
§ II. — De la quotité disponible au profit du conjoint survivant.....	70

APPENDICE

Droits des descendants légitimes de l'enfant naturel sur la succession des père et mère de leur auteur.

SECTION I

Les descendants de l'enfant naturel ont-ils droit à une réserve?.....	77
---	----

SECTION II

Quotité de la réserve des descendants de l'enfant naturel ...	80
DISPOSITION TRANSITOIRE.....	85
CONCLUSION	91

